



UNIL | Université de Lausanne

FACULTÉ DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES
INSTITUT DES SCIENCES DU SPORT DE L'UNIL

SESSION HIVER
2019

CUBA & L'OLYMPISME

HISTOIRE DE L'INSERTION DE CUBA DANS LE
MOUVEMENT OLYMPIQUE DE 1900 A 1992

Mémoire de Master en Sciences du Mouvement et du Sport
Orientation Sport et Sciences Sociales

PRÉSENTÉ PAR : Arthur GALLOIS
SOUS LA DIRECTION DE : Patrick CLASTRES
EXPERTISÉ PAR : Quentin TONNERRE



*« Ils ont conquis la lune,
mais ils n'ont pas pu conquérir le titre
de champion du monde des amateurs de baseball 1969 »*

Fidel Castro.

REMERCIEMENTS

Je tiens à remercier tout particulièrement Monsieur Patrick Clastres qui a accepté de me suivre sur les traces du Comité olympique cubain, m'apportant sa précieuse expertise des prémices de ma recherche jusqu'à la soutenance. C'est avec plaisir que je retravaillerai avec vous, dans le cadre d'une thèse peut-être ?

Merci à toutes celles et ceux qui m'ont aidé tout au long de ce travail : les étudiant(e)s et doctorant(e)s du Workshop sur les études olympiques, surtout Quentin Tonnerre pour ses commentaires pertinents, ainsi que Madame Sabine Christe et le Centre d'Étude olympique de Lausanne qui m'ont offert un accès aux archives olympiques ainsi qu'à la bibliothèque. Je pense aussi à Lola Lambert, future enseignante, à qui je dois quelques belles formulations.

Merci à toutes les enseignantes et tous les enseignants de ma scolarité, celles et ceux de mon Lycée Pierre du Terrail, de l'Université de Montréal ou encore de l'Université Lumière Lyon II, et surtout à celles et ceux de l'UNIL qui ont sans cesse piqué ma curiosité, mention spéciale aux cours de Monsieur Nicolas Bancel.

Encore merci à Jérôme Bizet, sans qui j'aurais probablement suivi un tout autre chemin.

Enfin, un grand et sincère merci aux miens : à mes créateurs qui m'ont offert l'opportunité d'étudier dans des conditions idéales et épanouissantes jusqu'ici, à ma grand-mère qui aurait été fière, à Guilhem et Arthur pour avoir contribué à mon équilibre mental lors de cette année de travail et à Sofia qui m'accompagne positivement.

Finalement, que tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à ce travail en soient également remerciés.

TABLE DES MATIÈRES

RESUMÉ / ABSTRACT	4
ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS	6
INTRODUCTION	7
REVUE DE LITTÉRATURE	9
A – Aux fondements sociétaux du sous-développement sportif (1900-1959)	9
<i>A.1) Le sport des élites cubaines à l'époque du protectorat américain</i>	9
<i>A.2) Batista et la corruption</i>	12
B – La Révolution castriste du sport (à partir de 1960)	13
<i>B.1) Le sport au service de la Révolution</i>	13
<i>B.2) Le sport au service du socialisme cubain et de la victoire sur les États-Unis</i>	15
<i>B.3) Le sport pour vaincre</i>	17
C – L'olympisme, une dimension du sport cubain sous étudiée	18
<i>C.1) L'histoire lacunaire des comités olympiques nationaux</i>	18
<i>C.2) Un thème oublié</i>	20
SOURCES ET MÉTHODOLOGIE	22
A – Les sources primaires	22
B – Les ressources en ligne	24
C – Problématique et axes de recherches	25
<i>C.1) La problématique</i>	25
<i>C.2) Le plan</i>	26
CHAPITRE I – PROLEGOMENES OLYMPIQUES A CUBA (1900-1926)	27
A - Les premiers contacts entre le Mouvement olympique et Cuba	27
<i>A.1) L'escrimeur Ramon Fonst aux Jeux Olympiques</i>	27
<i>A.2) Entre les conflits, Cuba se propose en ville hôte pour les JO 1916</i>	28
<i>A.3) La mission olympique d'Henri de Baillet-Latour en Amérique latine (1922-1923)</i>	30
B – Le premier Comité olympique cubain	31
<i>B.1) Franca, le premier membre du CIO pour Cuba (1923)</i>	31
<i>B.2) Le premier décret cubain sur le sport du président nationaliste Machado (1926)</i>	32

<i>B.3) Le décret n°1337.....</i>	33
CHAPITRE II – LA PÉRIODE DE TÂTONNEMENTS (1926-1939).....	35
A – Le CIO déçu par le manque de considération de Cuba pour les Jeux Olympiques.....	35
<i>A.1) Cuba, un acteur au cœur du succès des Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes.....</i>	35
<i>A.2) La démission de Franca.....</i>	36
B – Le CIO surpris par la renaissance du COC.....	38
<i>B.1) Une décision « subie » par le CIO.....</i>	38
<i>B.2) Le décret n°1509.....</i>	40
<i>B.3) La Deuxième guerre mondiale, un nouveau coup d'arrêt ?.....</i>	42
CHAPITRE III – LE CIO FACE AUX DICTATEURS (1952–1963).....	44
A – La tentative d'annexion du COC par Batista.....	44
<i>A.1) Une immersion « sultanique » dans la gestion du sport.....</i>	44
<i>A.2) Le clan Batista intègre le COC.....</i>	45
<i>A.3) L'intervention décisive du CIO.....</i>	45
B – L'UAAC prend le contrôle du COC.....	47
<i>B.1) Les statuts et le symbole.....</i>	47
<i>B.2) Un problème de fond.....</i>	49
C – Le Comité olympique de Fidel Castro.....	50
<i>C.1) La prise en main des affaires sportives et olympiques par les révolutionnaires.....</i>	50
<i>C.2) Le CIO impuissant malgré une vague de dénonciation.....</i>	53
CHAPITRE IV – LE MOUVEMENT OLYMPIQUE, UN ESPACE POUR EXISTER DANS LA GUERRE FROIDE (1960-1990).....	56
A – Porto Rico 1966, une contestation de l'impérialisme américain.....	56
<i>A.1) Porto Rico, un territoire américain.....</i>	56
<i>A.2) Le CIO condamne des tentatives pour empêcher la participation de Cuba.....</i>	56
<i>A.3) La mobilisation du Cerro Pelado.....</i>	57
B – L'alignement sur l'URSS, une stratégie payante ?.....	58
<i>B.1) La première médaille d'or révolutionnaire.....</i>	58
<i>B.2) Le boycott de 1984.....</i>	60
<i>B.3) Les Jeux de l'Amitié, une compensation peu inquiétante pour le CIO.....</i>	62
C – Composer avec Cuba pour l'organisation de Séoul 1988.....	62
<i>C.1) Cuba, un leader du Mouvement des non-alignés.....</i>	63
<i>C.2) Cuba, un élément clef des discussions autour des Olympiades de Séoul.....</i>	64

<i>C.3) La remise en cause du CIO</i>	68
CONCLUSION	71
ANNEXES	73
BIBLIOGRAPHIE	82
A – Histoire de Cuba	82
B – Sport à Cuba	82
C – L’Olympisme	84
D – Relations Internationales	85
SITOGRAFIE	86

RESUMÉ / ABSTRACT

Introduction

En 1992 la délégation cubaine termine 5^{ème} au tableau des médailles des Jeux Olympiques (JO). Héritant d'un sport bourgeois exclusif conséquence de cinq siècles de colonisation, les révolutionnaires castristes ont réussi à transformer les enfants oubliés de la dictature de Batista en des héros refusant les millions autant que le statut de professionnel au nom de la Révolution. Au-delà de cette transformation du sport, qu'elles sont les grandes dynamiques politiques de l'insertion de Cuba au Mouvement olympique jusqu'à cette apogée sportive ?

Méthode

A partir d'un cadre théorique riche sur les thèmes de l'olympisme, du sport dans les relations internationales ainsi que de l'histoire cubaine, j'ai orienté ma recherche selon trois axes principaux : les motivations du Comité international olympique (CIO) pour le recrutement de Cuba, les difficultés de l'intégration d'un pays politiquement instable et enfin l'attitude du CIO face aux dérives cubaines surtout avec le castrisme. Mes réponses se fondent essentiellement sur une analyse du fond d'archive olympique cubain conservé au Centre d'Etudes Olympiques de Lausanne.

Résultats

L'insertion de Cuba s'inscrit initialement dans un processus d'aimantation des pays de l'Amérique latine par le CIO. Rapidement engagée en 1923, cette « olympisation »¹ rencontre plusieurs difficultés de types sportives, le pays n'étant compétitif que sur la scène régionale, et politique, les dictateurs successifs souhaitant contrôler le Comité olympique. L'avènement de Castro plonge l'olympisme cubain dans la Guerre froide, le Mouvement olympique devenant un espace de dénonciation de l'impérialisme américain et de crédibilisation du régime socialiste.

Conclusion

L'histoire de l'intégration de Cuba au Mouvement olympique révèle et exemplifie les grandes crises et tensions qui ont traversées et été absorbés par le CIO au XXème siècle : la tentative d'annexion du champ olympique par les gouvernements, l'instrumentalisation des valeurs olympiques pendant la Guerre froide, la fin de l'amateurisme et la commercialisation des JO ou encore la crise de légitimité du CIO face aux revendications des non-alignés.

Mots clefs : Cuba / Sport / Olympisme / CIO / COC / Intégration / Crises / Castro

¹ CLASTRES, Patrick. *Jeux olympiques. Un siècle de passions*. Paris : Les quatre chemins, 2008. 123p

Introduction

In 1992, the Cuban team finished 5th on the medals table of the Olympic Games. Inheriting an exclusive bourgeois sport consequence of five centuries of colonization, the Castro revolutionaries managed to transform the forgotten children of the dictatorship of Batista as heroes refusing million as much as the status of professional in the name of the Revolution. Beyond this transformation of the sport, what are the great politic dynamics of the insertion of Cuba to the Olympic Movement until this apogee?

Method

From a rich theoretical framework on the themes of Olympism, sports in international relations and Cuban history, we have oriented our research in three main axes: the motivations of the International Olympic Committee (IOC) for the recruitment of Cuba, the difficulties of the integration of a country so politically unstable and finally the attitude of the IOC to the Cuban excess especially with Castroism. Our answers are essentially based on a background analysis of the Cuban Olympic archive of the Olympic Studies Center in Lausanne.

Results

The insertion of Cuba is initially part of a process of magnetization of the countries of Latin America by the IOC. Quickly committed in 1923, this assimilation to the Olympism meets several difficulties of the sporting types, the country being competitive only on the regional scene, and political, the successive dictators wishing to control the Olympic Committee. The advent of Castro plunges Cuban Olympism into the Cold War, and the Olympic Movement became a place of denunciation of American imperialism and credibility of the socialist regime.

Conclusion

The history of Cuba's integration into the Olympic Movement reveals and exemplifies the great crises and tensions that have crossed and been absorbed by the IOC in the twentieth century: the annexation of the Olympic field by governments, the instrumentalization of the Olympic values during the Cold War, the end of amateurism and the commercialization of the Olympics or the crisis of legitimacy of the IOC in the face of the demands of the non-aligned countries.

Key words: Cuba / Sport / Olympism / IOC / COC / Integration / Crises / Castro

ACRONYMES ET ABRÉVIATIONS

COC : Comité olympique cubain

COJO : Comité d'Organisation des Jeux Olympiques

CIO : Comité international olympique

CND : Commission Nationale des Sports

CNO : Comité National olympique

FI : Fédération Internationale

GANFO : Games of the New Emerging Forces

INDER : Institut National des Sports et de l'Éducation Physique et Récréative

JO : Jeux Olympiques

M26 : Mouvement du 26 juillet

ODEPA : Organisation des Jeux panaméricains

ODECABE : Organisation des Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes

ONU : Organisation des Nations Unies

RDA : République démocratique allemande

RDPK : République Démocratique et Populaire de Corée du Nord

RFA : République fédérale d'Allemagne

UAAC : Union Athlétique Amateur de Cuba

URSS : Union des Républiques Socialistes Soviétiques

USOC : United States Olympic Committee

YMCA : Young Men Christian's Association

INTRODUCTION

Le choix de Cuba et de son Comité olympique pour le sujet de ce mémoire est tant le fruit de mon intérêt personnel pour ce pays que la volonté de contribuer à la compréhension de sa dense et passionnante histoire. C'est au retour d'un voyage à Cuba en février 2017, et ce avant même d'intégrer l'Université de Lausanne et le Master de Sciences du Sport, que j'ai décidé de travailler de manière plus approfondie sur le sport cubain. En effet, j'ai été touché par la culture sportive des Cubains, pour ne pas parler de passion : au détour d'une ruelle était organisé un combat de boxe, sur un terrain vague se déroulait toute la journée des matchs de baseball et dans les étroites rues délabrées du vieux La Havane on regardait les matchs de la Liga Espagnole de football avec ferveur. À l'œil observateur succéda le questionnement : *comment le sport cubain pouvait-il être si performant et rependu alors même que ni son passé colonial ni les successives et violentes crises politiques, diplomatiques et financières du XXe siècle ne l'avaient épargné ?* De sorte à alimenter ma lecture sociologique du cas cubain, j'ai ainsi souhaité engager une recherche historique pour comprendre les fondements de la culture sportive cubaine.

Sur les conseils de mon directeur de mémoire Monsieur Patrick Clastres, historien, professeur et directeur du Centre d'Etudes Olympiques et de la globalisation du sport à Lausanne, j'ai limité et recadré mon sujet à la dimension olympique du sport cubain. En effet, je ne disposais ni du temps ni des matériaux nécessaires pour mener à bien une recherche sur un thème aussi large que la place du sport dans un pays, un sujet d'ailleurs déjà bien traité comme je le montre dans la revue de littérature.

Épisode le plus connu de l'histoire olympique cubaine, la performance exceptionnelle des Jeux Olympiques de Barcelone 1992 a constitué le point de départ de mes recherches. XXVèmes édition d'été de l'ère moderne, elle est marquée par la participation de l'intégralité des 169 Comités nationaux olympiques (CNO) affiliés au Comité International Olympique (CIO), une première depuis Munich 1972. Absent pour cause de boycott en 1984 et 1988, Cuba fait ainsi son grand retour dans la compétition en se hissant à la cinquième place du tableau des médailles avec 31 médailles dont 14 en or, seulement devancé par des grandes puissances sportives : l'Équipe unifiée de l'ex-URSS, les États-Unis, l'Allemagne et la Chine. Avec ses neuf titres en boxe, la délégation cubaine impressionne autant qu'elle fascine des observateurs sous le charme de cette technique, cette fougue, cet atypisme venu des Caraïbes.

Parmi ces ambassadeurs, on note l'un des plus grands champions de boxe de l'histoire, Felix Savon, qui glanait avec une déconcertante aisance en 1992 le premier de ses trois titres de champion olympique de boxe, complétant son palmarès de sextuple champion du monde. Son refus de devenir professionnel pour affronter Mike Tyson dans un combat hautement lucratif fait écho à la célèbre déclaration de T. Stevenson, autre gloire de la boxe cubaine deux décennies plus tôt : « *Pourquoi aurais-je besoin de dix millions de dollars quand j'ai onze millions de Cubains derrière moi ?* »². À l'instar de ces champions, c'est la délégation cubaine qui renvoie cette image de modestie, d'humilité et de simplicité lors de ces Jeux Olympiques qui consacrent Cuba comme une grande nation du sport et de l'olympisme. Comparativement au total de 58 médailles obtenues jusqu'ici par Cuba lors de ses treize participations aux Olympiades d'été, cette moisson de 1992 apparaît comme une performance comptable extraordinaire.

C'est ainsi qu'est communément analysé le rapport de Cuba à l'olympisme, par une focalisation sur les conditions de production de la performance sportive pour expliquer l'arrivée à maturité en 1992. Pour autant, l'analyse du processus du développement du sport cubain jusqu'à son apogée sur la scène olympique suffit-elle à saisir toutes les dynamiques de la place et de l'identité de Cuba dans le Mouvement olympique ? Entendu au sens de la définition donnée par la charte olympique, c'est-à-dire « *l'action concertée, organisée, universelle et permanente, exercée sous l'autorité suprême du CIO, de tous les individus et entités inspirés par les valeurs de l'Olympisme* »³, le Mouvement olympique est un espace dynamique avec ses normes et ses valeurs que Cuba s'est appropriées avant de vouloir les faire évoluer. C'est l'analyse de cette histoire olympique et de ses mécanismes politico-historiques qui m'intéresse ici, celle de l'intégration par le CIO d'un nouveau membre et, consécutivement, la modification de ce champ olympique par les successifs acteurs cubains.

² POINTU, Raymond, Roger Fidani. *Cuba : sport en révolution*. Les Ed. Français réunis. Paris (1975), p 12.

³ COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE. « Article I-1 al.1 », *La Charte olympique*. Lausanne, Etat en vigueur du 15 septembre 2017, P11.

REVUE DE LITTÉRATURE

Au travers de cette revue de l'état de la littérature scientifique sur le thème du développement du sport à Cuba je souhaite recontextualiser l'enjeu du sport dans les dynamiques sociales, démographiques, politiques ou encore culturelles à l'œuvre depuis la colonisation de Cuba jusqu'à la fin du XXe siècle. Les historiens ont déjà abordé de nombreux thèmes : le sport comme outil mafieux au service du dictateur Batista, l'instrumentalisation au service du nation-building de Castro, le virage idéologique et organisationnel lors de l'affirmation socialiste ou encore la mobilisation des athlètes pour la fierté nationale face aux Américains. Ainsi j'ai bénéficié de plus d'une vingtaine d'articles scientifiques à ce propos sur *Cairn*, *Erudit*, *Persee*, *Renouveau* ou encore *Taylor & Francis*. À l'inverse, les cultures corporelles durant la période espagnole sont largement oubliées par la recherche historique, tout comme l'insertion de Cuba dans le Mouvement olympique.

A – Aux fondements sociétaux du sous-développement sportif (1900-1959)

A.1) *Le sport des élites cubaines à l'époque du protectorat américain*

Les deux ouvrages de Raymond Pointu⁵ et Geralyn Pye⁶ se sont avérés précieux car ils mêlent statistiques, articles de presse et citations de sportifs recueillis à quelque deux décennies d'intervalles. Toutefois, il faut distinguer leurs deux approches qui sont journalistiques et partisans dans le cas de Raymond Pointu et académiques dans le cas de Geralyn Pye. Ainsi, ces deux modes de production du savoir différents⁷ m'ont permis d'identifier les principes structurants du sport cubain jusqu'à la Révolution. Enfin les exigeants travaux d'André Gounot⁸

⁵ POINTU, 1975.

⁶ PYE, Geralyn, Paula J. Pettavino. "Cuban Sport Before 1959" dans *Sport in Cuba: the diamond in the rough*. Pitt Latin American series. University of Pittsburgh Press, 1994.

⁷ Journalistes au Monde, R. Pointu et R. Fidani emploient un style d'écriture journalistique louant souvent les politiques castristes, tandis que Pye s'inscrit plus rigoureusement dans une démarche scientifique plus imperméable à l'exposition de ces préférences politiques.

⁸ GOUNOT, André. « Les transformations socialistes du système sportif à Cuba au début des années 1960 – une reproduction du modèle est-européen ? », *Le Sport dans les Sixties*, vol 6, 2016.

GOUNOT, André. « Les missions et relations du beau-frère de Batista. Un aperçu du "sultanisme" cubain (1952-1958) ». SOURCE(S) *Arts, Civilisation et Histoire de l'Europe* n°7, 2015.

GOUNOT, André. « Les Xe Jeux de l'Amérique centrale et des Caraïbes en 1966 : Porto Rico comme autre lieu de la Guerre froide », in *STADION. Revue internationale d'Histoire du sport*, vol. 39/40, 2012/13, p. 207-226.

articulant sport et société dans le Cuba du XXème siècle mettent en perspective les luttes de pouvoir à l'œuvre sur l'île pour contrôler le sport, le réformer, et l'instrumentaliser.

La place du sport dans la société cubaine de la première moitié du XXe siècle se comprend à l'aune de l'héritage des jeux corporels pratiqués avant et pendant la colonisation espagnole. Découverte par Christophe Collomb en 1492, l'île est alors peuplée de groupes d'Amérindiens appelés *Tainos* à l'est et *Ciboneyes* à l'ouest qui, selon Geralyn Pye, pratiquent un jeu de balle aux allures de baseball : le *batos* (ou *batey*)⁹. Hormis ce jeu corporel des peuples premiers, je n'ai pas trouvé d'indices sur les pratiques des colons et de leurs esclaves surtout africains qui ont été jusqu'à 739 000 en 1867.¹⁰

Ainsi, au début du XXe siècle, l'on ignore dans certaines régions de Cuba le mot « sport » autant que l'« électricité ». C'est ce que Raymond Pointu, historien du Monde fasciné par le castrisme, cherche à démontrer au cours d'un chapitre entier intitulé *un peuple d'analphabètes sportifs* qui mentionne un nombre de 20 000 sportifs sur une population de 6 millions d'individus en 1959¹¹. L'historien André Gounot émet l'hypothèse, en l'absence de statistiques officielles, d'un chiffre plus élevé de 100 000 à 200 000¹² pratiquants de sport en 1958, le baseball étant déjà très pratiqué et populaire avant Castro¹³. Toutefois les deux auteurs sont en accord sur un point : le peuple cubain ne peut être intéressé par le sport car on ne le socialise pas à ce dernier. En effet, ce n'est pas à l'école que les enfants peuvent apprendre une quelconque culture sportive, puisque seuls 5%, les plus fortunés, reçoivent une éducation en 1894¹⁴. De plus, l'éducation physique est une discipline facultative selon la bonne volonté de l'enseignant avant 1935, et Batista ne la dotera que de bâtons et de cordes par une réforme cette année-là¹⁵. Autre témoin de ce désintérêt politique, le part du budget de l'État consacré au développement du sport en 1958 est de 0.5%, soit 1,75 million de pesos, un chiffre bien en deçà des 94 millions alloués à l'armée¹⁶.

⁹ PYE, 1994. P45

¹⁰ BOUTANG, Yann Moulrier. « Le fonctionnement de l'économie esclavagiste à Cuba (1790-1868) ». *Revue Tiers Monde* 43, n° 171, 2002. P 568

¹¹ POINTU, 1975. P 19

¹² GOUNOT, 2016. P212

¹³ Ibid.

¹⁴ POINTU, 1975. P18

¹⁵ Ibid. P54

¹⁶ PYE, 1994. Voir Tableau en Annexe 1.

Ce sont donc uniquement les plus riches, possédant les piscines, terrains de tennis, billards et autres infrastructures, qui régissent et pratiquent le sport à Cuba. En 1913, le sportsman Miguel A. Moenck crée l'Unión Atlética Amateur de Cuba (UAAC)¹⁷, une sorte de coalition sportive pour organiser l'activité des élites sociales¹⁸ regroupant sa propre fédération d'athlétisme, la fédération de natation de Porfirio Franca et celle de baseball de Manuel G. Guerra entre autres.¹⁹ Avec ce cadre institutionnel, le sport constitue un divertissement qui se pratique dans un entre-soi bourgeois comme en témoigne une édition du journal *Excelsior* de 1953 relatant le seul tournoi de tennis de l'île : « *Sixième édition du tournoi de tennis des hommes de moins de 22ans, patronné par la commission nationale des sports : 6 engagés !* »²⁰. La presse sportive, d'ailleurs très minoritaire, ne traite presque que des résultats du baseball aux États-Unis, car seuls les immigrés américains savent lire et ont les moyens d'acheter le journal.

Enrique Figuerola, anomalie du sport cubain de l'époque avec ses deux médailles d'argent en athlétisme à Tokyo 1964 et Mexico 1968, témoigne de cette absence de développement du sport de masse dans la première moitié des années 1900 : « *Ceux qui pratiquaient le sport n'étaient pas plus de 10 000 [...] Il n'y avait pas de moyens, pas d'entraîneurs, c'était le chaos* »²¹. Et pour ceux qui le pratiquent, les conditions ne sont pas optimales à la réussite comme l'atteste le cas d'Angel Garcia, coureur de 400m pour Cuba aux Jeux Olympiques de 1948 et 1952 qui perdit son travail pour avoir été absent pendant la durée de Jeux. En ce sens le sport de l'époque à Cuba est à l'image de la société : il reproduit les divisions sociales et raciales.

Bien qu'ils portent un regard tout à fait similaire sur l'accès à la pratique sportive à Cuba, Raymond Pointu ne souligne pas un élément essentiel qui apparaît plus lisible chez Geralyn Pye : le sport semble trouver une autre place dans la société cubaine, dès l'occupation américaine, sous la forme du spectacle. En effet, dès 1866, un premier match de baseball entre une équipe cubaine et une équipe américaine a lieu sur l'île et, quelques années plus tard, Esteban Bellan devient le premier sportif cubain de renom jouant dans l'équipe nationale

¹⁷ RIDER, Toby C. « From Resistance to Revolution: The Struggle for Control of the Cuban Olympic Committee, 1953-1964 ». *Olympika*, 2009. P58

¹⁸ Les athlètes ayant des liens avec les clubs professionnels n'étaient pas acceptés, d'où son nom. En ce sens, les fédérations affiliées ne pouvaient pas rémunérer leurs athlètes, ce qui restreignait encore les possibilités de faire carrière dans le sport pour les plus démunis.

¹⁹ RIDER, 2009. P59

²⁰ POINTU, 1975. P53

²¹ Ibid.

américaine de baseball. Geralyn Pye illustre son propos avec le témoignage d'un joueur de l'époque : « *by the early 1900's, fans were so fanatic for their teams that those who sympathized with one team often had to be kept separate from those who were rooting for the other side* »²². Avec le transfert de souveraineté aux Américains, le baseball connaît un essor impressionnant sur l'île jusqu'à son apogée dans les années 1940 où l'on comptera presque 50 ligues et des milliers de supporters lors des matches.²³ Si ce sont surtout les riches immigrés américains venus s'entraîner durant les mois d'hiver qui pratiquent le baseball, il n'en reste pas moins que le spectacle intéresse et déchaîne les passions. Un fait que Pointu omet, préférant mettre l'accent sur la politique d'éducation sportive de Castro.

A.2) Batista et la corruption

Au cours de sa première présidence, Batista a cherché à obtenir « *la faveur de la plus grande partie de la population* » « *à travers des éléments de démocratie de façade* »²⁴, dont le sport. Comme l'explique André Gounot, Batista s'est entouré d'homme populaire comme Lorenzo Nodarse qu'il place à la tête de la *Comision Nacional de Deportes (CND)*, une institution héritée de ses premières initiatives en faveur du sport en 1938.²⁵ Malgré un faible budget, ce dernier engagea les premières réformes en faveur du sport pour les jeunes défavorisés, émettant le souhait que « *tous les Cubains, riches ou pauvres, puissent profiter de la mer* »²⁶.

Si Batista parvint à préserver l'illusion d'une démocratie lors de son premier mandat, son putsch de 1952 traduit plus clairement ses intentions. Au cours de sa dictature (1952-1959), La Havane se transforme en « *une capitale du vice, du gangstérisme et de la prostitution* »²⁷. En ce sens, Raymond Pointu et Geralyn Pye, mais aussi Georgia Drakopoulou²⁸ s'accordent sur la dimension mafieuse des pratiques sportives encouragées par le dictateur Batista. Le peuple continue à s'adonner aux paris autour des courses de chiens ou des combats de coqs, avec la

²² PYE, 1994. P115

²³ Ibid.

²⁴ GOUNOT, 2015. P 82

²⁵ Ibid. P80

²⁶ Ibid.

²⁷ LAMORE, Jean. « De José Martí à Fidel Castro, ou la « seconde indépendance » (1898-1958) ». In *Que sais-je ?*, 7e éd, Presses Universitaires de France, 2007. P29

²⁸ DRAKOPOULOU, Georgia. *Sport and physical education in pre-revolutionary and post-revolutionary Cuba*. M.A Thesis, California State University, Long beach, 1989.

bénédiction de l'État corrupteur. Les frontons de pelote basque³⁰ dont le Jaï-Alaï de La Havane, sont détournés de leur vocation première par le gouvernement et mis au service des combats de boxe. Gérés en grande majorité par la mafia étatique, la boxe se déroule dans des conditions difficiles comme en témoigne l'un des rares professionnels de l'époque, Gabriel Lopez Nunez: « *C'était pour nous un moyen de manger, dormir, nous vêtir [...]. On nous payait 4 pesos par round, mais pour nous préparer et manger un peu avant les combats, nous demandions une avance : résultat, quand le match était fini nous étions aussi pauvres qu'avant* »³¹. Enfin, le sport hippique est déclaré d'intérêt général exceptionnel pour Cuba, car il permettrait de ramener des touristes sur l'île et aussi des commissions dans la poche de son beau-frère Miranda³² désormais directeur d'une CND toute puissante comme je l'explique par la suite.

B – La Révolution castriste du sport (à partir de 1960)

Exilé au Mexique en 1955, Castro organise la Révolution cubaine avec son Mouvement du M26. En novembre 1956, après une traversée périlleuse à bord du *Granma*, 80 hommes débarquent dans la Sierra Maestria, et près des trois quarts sont tués par l'armée de Batista. Retranché dans la jungle, usant des médias comme des armes, Castro parvient à mobiliser une nouvelle armée ainsi que le soutien des Américains pour faire avancer sa cause. Près de deux années plus tard, Batista fuit dans un climat de guerre civile. Les leaders du M26 Fidel Castro, Raul Castro, Che Guevara ou encore Camilo Cienfuegos sont d'abord animés par la volonté de rendre au peuple le pouvoir trop longtemps accaparé par des élites corrompues.

B.1) Le sport au service de la Révolution

L'un de leurs premiers objectifs est de réaliser l'unité nationale, et le sport va être mobilisé dans ce sens. Comme l'analyse justement Escarpit³³, le sport devient un droit du peuple, un vecteur de cohésion, de renforcement musculaire et de transmission de valeurs de

³⁰ Un sport très pratiqué par l'élite blanche mais presque totalement banni depuis la Révolution

³¹ POINTU, 1975. P59

³² GOUNOT, 2015. P88. Miranda touchait 10% des gains de la mafias d'un de ces amis intimes Meyer-Lanski, pour ne rien faire contre l'arbitrage douteux en boxe ou le trucage des course de chevaux. Tout comme il percevait 30% d'intérêt sur le montant d'un nouveau chantier pour une infrastructure sportive (P86).

³³ ESCARPIT, Françoise. « Cuba : « Le sport, un droit pour tous » ». *Outre-Terre* 8, n° 3, 2004.

respect, de fraternité et de solidarité. Grand pratiquant³⁴ et passionné de baseball, Castro déclare : « *Chaque usine, chaque forme de peuplement, chaque association de paysans, chaque coopérative, chaque unité militaire, chaque municipalité, chaque province, c'est-à-dire là où travaille le peuple, vont promouvoir les activités sportives* »³⁵. En offrant aux masses l'opportunité d'une pratique qui les sort de la morosité de leurs quotidiens, il se donne les moyens de consacrer pour la première fois la communauté cubaine dans son ensemble, de consacrer pour la première fois la nation au sens de Benedict Anderson comme une *communauté politique imaginaire et imaginée comme intrinsèquement limitée et souveraine*³⁶. C'est grâce au sport que le sentiment de camaraderie horizontal et fraternel entre les Cubains, la communauté imaginaire et imaginée, va pouvoir se créer selon la théorie de Benedict Anderson.

En liant donc sport et intégration sociale, en menant des politiques de développement d'infrastructures sportives aux quatre coins du pays³⁷ que décrit précisément Raymond Pointu³⁸, la politique sportive de Castro s'inscrit aussi dans la théorie de l'ingénierie sociale au sens d'Hobsbawm³⁹. Par le sport, il organise la diffusion de nouvelles valeurs, de nouveaux mythes et symboles nationaux, comme l'opposition au racisme et à l'esclavagisme selon les idéaux de José Martí. L'article de l'historien Benat Cuburu-Ithorotz⁴⁰ décrit avec des nombreux exemples comment l'éducation a été mobilisée dès 1961⁴¹ pour inculquer ces nouvelles valeurs. La loi 936 du 23 février 1961 donna naissance à l'INDER : l'Institut National des Sports et de l'Éducation Physique et Récréative chargé d'organiser la pratique sportive de compétition et l'éducation physique dans toutes les écoles. Selon la volonté de Castro, chacun des 26 000 instituteurs doit être formé pour offrir aux 1,3 million d'enfants scolarisés une éducation physique de qualité⁴². Le budget étatique dédié au sport est multiplié par neuf entre 1959 et

³⁴ Il fût élu premier athlète du lycée du pays en 1944 notamment grâce à sa taille (1.92 cm) qui en faisait un très bon joueur de basketball.

³⁵ POINTU, 1975. P39

³⁶ Anderson, Benedict. "L'imaginaire national". *Réflexion sur l'origine et l'essor du nationalisme*, La Découverte, 1983. P159

³⁷ Les Plans de la Montagne (1963) et de la Rue (1966) eurent pour ambition de diffuser le sport dans les endroits les plus reculés du pays.

³⁸ Entre autres exemples, de grands rassemblements d'initiation à la gymnastique rythmique sont organisés dès 1962 auxquelles prendront part plus de 120 000 personnes.

³⁹ HOBBSAWM Eric, Terence RANGER. *The invention of tradition*, Cambridge University Press, 1992.

⁴⁰ CUBURU-ITHOROTZ, Beñat. « Sport et société dans la Cuba révolutionnaire ». *Caravelle* 89, n° 1, 2007.

⁴¹ Elle fût d'ailleurs appelée « Année de l'éducation » à Cuba

⁴² PYE. 1994. P80

1961 pour atteindre 10 millions de pésos, une somme encore loin des investissements records de l'année 1975 avec 87 millions de pésos⁴³.

De plus, et à l'image de ce que j'ai pu observer dans la Chine maoïste avec les gymnastiques rythmiques dans les écoles et les usines⁴⁴, Castro institue la *Gym du Travail* en 1962 pour les générations qui sont déjà sorties du cycle scolaire, mais qui doivent tout de même retrouver une condition physique permettant d'accomplir la Révolution. Castro tout comme Mao connaissent l'importance d'un peuple en bonne santé pour conduire la Révolution, et c'est ainsi que chaque matin et chaque après-midi, chaque ouvrier, agriculteur ou fonctionnaire cubain effectue quelques mouvements en fonction de son corps de métier.

B.2) *Le sport au service du socialisme cubain et de la victoire sur les États-Unis*

Rapidement après la prise de pouvoir de Castro, c'est la relation avec les États-Unis qui se dégrade : d'abord diplomatiquement lorsque Eisenhower refuse de le rencontrer, puis militairement après l'invasion ratée de la Playa Giron en 1961, et enfin définitivement avec la crise des missiles et la décision d'un embargo économique, commercial et financier par Kennedy en 1962. Opportuniste, Castro épouse alors la cause socialiste de sorte à rejoindre un camp qui pourra le soutenir financièrement : l'URSS. La Révolution populaire se transforme alors en une Révolution socialiste, le soulèvement laisse place à la répression et aux exils forcés tandis que le pays devient un acteur prépondérant de la Guerre froide auprès des côtes américaines.

Déjà proclamé en 1961 « *intérêt primordial pour la nation* »⁴⁵, le sport se charge idéologiquement après la rupture avec les États-Unis. L'une des premières étapes est la refondation en profondeur des rouages du sport légué par l'ère Batista, qui engendrerait l'exploitation de l'homme par l'homme, ce que montre GERALYN PYE⁴⁶. En ce sens, le professionnalisme sportif sur l'île est accusé par Castro d'être « *l'antithèse du sport en tant qu'instrument de la culture* »⁴⁷, et il est prohibé le 4 janvier 1962. Attaquant ouvertement les

⁴³ PYE, 1994. Voir tableau en Annexe 2.

⁴⁴ GALLOIS, Arthur. *La pédagogie éducative et sportive de Mao, de son développement à l'échec du Grand Bon en Avant*. Université de Lausanne. 2018. 26p.

⁴⁵ Selon le nouveau statut de la loi 936 du sport du 23 février 1961, d'après CUBURU-ITHOROTZ, Beñat. « Sport et société dans la Cuba révolutionnaire ». *Caravelle* 89, n° 1, 2007. P 51

⁴⁶ PYE, GERALYN. « The Ideology of Cuban Sport », *Journal of Sport History*, Vol 13, n°2, 1986.

⁴⁷ POINTU, 1975. P 44

pratiques de transfert de joueurs américains, Castro ajoute : « *Pour nous, le sport n'est pas un commerce [...], on achète plus et on ne vend plus de joueurs de baseball, il n'existe plus d'entreprise qui monopolise les sportifs [...]. On ne pari plus sur les sportifs comme sur les coqs, les chevaux ou les chiens, on ne fait plus commerce de l'esprit sportif, de l'effort sportif, et on ne transforme plus le sportif en une propriété privée* »⁴⁸. Quelques jours plus tard, le fronton Jai-Alai, célèbre lieu de paris qui a fait les beaux jours des mafias et de Batista, est fermé à son tour.

À l'absence de relations diplomatiques avec les États-Unis s'oppose la croissance de la coopération avec l'Union soviétique. D'abord commerciale, avec l'achat de sucre par l'URSS au prix fort et la vente à bas prix de pétrole, cette collaboration gagne ensuite les terrains de sport. Comme le montre André Gounot, la création de l'INDER allant de pair avec la suppression des fédérations et des anciens organes sportifs gouvernementaux⁴⁹ s'inscrit dans cette logique de centralisation si caractéristique des systèmes soviétiques. En détruisant la liberté d'association sportive pour un organe unique d'état, en profitant des vagues d'exils qui fragilisent l'UAAC⁵¹ et en nationalisant les infrastructures comme les stades et les piscines, Castro se donne autoritairement les moyens de la massification sportive⁵².

De sorte à éviter la concentration des meilleurs athlètes dans un endroit du pays ce qui pourrait favoriser l'émergence d'une nouvelle classe du sport bourgeois comme ce fût le cas en URSS, les compétitions fonctionnent selon un principe de territorialité et les athlètes défendent les couleurs de leurs villages, régions. Cette réponse, à l'image de la création du régime sportif en URSS, permet la mise en place d'un système pyramidal bien différent des ligues qui entretiennent l'hégémonie de certaines puissantes équipes et fait écho à ce que pensait Coubertin : le sport de masse dégagerait automatiquement une élite sportive qui encouragerait rétroactivement le peuple à se perfectionner⁵³. Ainsi, l'équipe provinciale qui se bat pour le titre national est le fruit de sélections des meilleurs athlètes des quartiers puis des régions, les

⁴⁸ Ibid.

⁴⁹ La Commission Nationale des Sports (CND) est dissoute pour donner place à la Direction Générale des Sports (DGD) chargé d'instituer l'INDER avant de disparaître à son tour.

⁵¹ GOUNOT, 2016. P218. Dirigé à ce moment par Manuel Gonzalez Guerra, un personnage central dans l'olympisme cubain comme je le montre plus bas, l'UAAC cesse toute activité en 1961 et le sport amateur disparaît.

⁵² GOUNOT, 2016. P219

⁵³ DUFRAISSE Sylvain. « Les "héros du Sport". La fabrique de l'élite sportive soviétique (1934-1980) ». Bulletin de l'institut Pierre Renouvin, n°44, 2016. P 148.

perdants ayant reformé une nouvelle équipe pour la prochaine compétition. Chaque équipe, à l'exception de la nationale, est ainsi reconstituée chaque année.

Au-delà de cette organisation soviétique du schéma compétitif et d'un certain nombre d'échanges entre la RDA, l'URSS et Cuba pour la formation des coachs dès 1964⁵⁴, André Gounot ne note pas tant d'influence communiste dans la littérature sur l'organisation sportive conseillée aux entraîneurs par l'INDER : sur les 28 ouvrages, 14 sont américains, 7 argentins, et seulement 1 soviétiques. En ce sens, Castro ne saurait être caricaturé en marionnette de l'URSS pour ce qui est de sa politique sportive. André Gounot démontre, par exemple, que sa haine du sport commercial a probablement été nourrie par la même pensée indépendantiste de José Martí⁵⁵.

B.3) *Le sport pour vaincre*

En revanche, à Cuba comme en URSS, le sport a eu pour mission d'apporter ce que la guerre n'a pas pu offrir : la victoire sur les États-Unis. En plus de l'esprit de revanche face au colonisateur, le sport cubain a été instrumentalisé pour prouver que l'idéologie marxiste est supérieure au capitalisme. À l'image de ce que montre Driss Abassi dans son étude sur l'instrumentalisation du sport par le régime de Ben Ali en Tunisie⁵⁶, la promotion du sport ne sert plus uniquement l'unité de la nation et le développement culturel, mais doit aussi assurer la légitimité et la crédibilité du régime et sa place dans le concert des nations. L'affrontement sportif et olympique entre Cuba et les États-Unis est typique de la Guerre froide, à commencer par la première victoire de Cuba contre les États-Unis en baseball aux Jeux panaméricains de Sao Paulo 1963. Les victoires sportives permettent à Castro de vanter la réussite de son socialisme : « *Eux utilisent le sport comme instrument puisque l'homme est un instrument et non un but* »⁵⁷. J'évoquerais au cours de cet écrit de nombreux exemples de cette politisation du sport au service de la glorification idéologique, comme l'affrontement de Porto Rico dans le cadre des Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes 1966 qu'analyse André Gounot⁵⁸.

⁵⁴ PYE, 1994. Voir tableau en Annexe 3.

⁵⁵ GOUNOT, 2016. P222

⁵⁶ ABBASSI, Driss. « Sport et usages politiques du passé dans la Tunisie des débuts du XXI siècle ». *Politique et Sociétés*: 26, n° 2-3, 2007.

⁵⁷ POINTU, 1975. P48

⁵⁸ GOUNOT, 2013.

C – L’olympisme, une dimension du sport cubain sous étudiée

C.1) *L’histoire lacunaire des comités olympiques nationaux*

À l’occasion du Congrès international de la Sorbonne en 1894 qui consacre cette renaissance, Pierre de Coubertin dote son projet de rénovation des Jeux Olympiques d’une idéologie « *pacifiste (,) patriotique et libéral(e) propre aux élites occidentales de la Belle Époque* »⁵⁹ comme le relève Patrick Clastres. De sorte à diffuser son idéal, le Comité international olympique (CIO) encourage bientôt la création de Comités nationaux olympiques (CNO) à travers le monde pour non seulement développer l’esprit olympique, mais aussi organiser le sport dans les pays en vue d’une participation aux Jeux Olympiques. C’est ainsi que le président du CIO se lance dans une campagne de diffusion de l’olympisme, notamment en Amérique latine et à Cuba, contre puis avec les YMCA, comme le montre César Torres⁶⁰.

Rénové par un pédagogue aristocrate, les Jeux Olympiques se structurent selon de grands principes lui garantissant autant sa pérennité qu’ils fragilisent sa crédibilité : l’amateurisme, l’apolitisme idéologique, et la neutralité diplomatique vis-à-vis des États.

À l’époque de Coubertin, la pratique du sport ne va pas de soi pour les Français notamment, ce dernier a donc pour objectif de le développer en montrant son utilité et l’apport qu’il peut avoir pour la jeunesse. Si le français est convaincu de la pertinence du rétablissement des Jeux Olympiques pour œuvrer dans cette direction, la « *plupart des délégués ne sont d’ailleurs déplacés que pour adopter une position commune en matière d’amateurisme* » lors du « *Congrès International de Paris pour l’étude des questions de l’amateurisme et du rétablissement des Jeux Olympiques* » de juin 1894⁶². En effet, le professionnalisme sportif menace la vision aristocratique du sport selon laquelle l’appât du gain financier ne peut être un élément de motivation. Ainsi une première définition est établie et intégrée à la Charte Olympique en 1894 : « *est considéré comme amateur « toute personne qui n’a jamais pris part à un concours ouvert à tous venants, ni concouru pour un prix en espèce ou pour une somme d’argent [...] et qui n’a jamais été à aucune période de sa vie, professeur ou moniteur salarié*

⁵⁹ CLASTRES, Patrick. « La renaissance des Jeux Olympiques, une invention diplomatique ». *Outre-Terre* 8, n° 3, 2004. P291

⁶⁰ TORRES, César. « «Spreading the Olympic Idea » to Latin America: The IOC-YMCA partnership and the 1922 Latin American Games ». *Journal of Olympic History*, n°1, 2008.

⁶² CLASTRES, 2004. P284

d'exercices physiques »⁶³. Avec la démocratisation et la professionnalisation du sport dans l'après Grande Guerre, le principe de l'amateurisme se heurte à la réalité des multiples voies de financement des athlètes. Maintes fois réformée, la définition se révèle concrètement inapplicable et sera sujette à discorde tout autant que sa suppression par Samaranch créera la polémique en 1981. C'est justement cette dernière étape qui nourrit l'une des plus grandes critiques de Castro envers le CIO, comme je propose de l'aborder plus bas.

Selon cette même vision aristocratique du sport, les débats doctrinaux doivent rester en marge de l'activité sportive. En ce sens Coubertin définit l'olympisme selon une ligne apolitique au travers de laquelle les athlètes n'utilisent pas leurs performances pour revendiquer leurs opinions tout autant que leurs pays n'instrumentalisent pas les Jeux Olympiques à des fins politiques. Cet apolitisme idéologique est précisé pour la première fois aux CNO dans la Charte Olympique de 1933 : « *Les Comités Olympiques Nationaux, pour remplir utilement leur rôle, doivent se soustraire à toute influence politique ou confessionnelle et ne s'inspirer dans les décisions qu'ils sont appelés à prendre que de l'intérêt général, sans se laisser guider par des questions locales ni par le désir de favoriser leurs concurrents nationaux* »⁶⁴. Une définition utopique qui se heurtera tout au long du XX^{ème} siècle, à Cuba comme ailleurs, à la réalité des relations internationales.

Conséquence pratique de cette neutralité politique, le CIO se positionne dans les relations internationales selon une philosophie internationaliste intrinsèquement opposée au nationalisme. Comme le montre la composition de son premier comité ou 12 des 13 membres étaient issus de nationalités différentes, le CIO lutte contre l'hégémonie étatique et les dérives nationalistes que cela peut engendrer. Ainsi, l'institution se positionne en marge des conflits d'intérêts entre États et incite tous les membres de son mouvement à faire de même sur la scène olympique. Cet aspect de l'olympisme est indéniablement le plus controversé, car il est évident que le CIO prend parti dans les relations internationales⁶⁵, en offrant l'opportunité d'un affrontement sportif par nation lors de la Guerre froide ou ne serait-ce qu'en reconnaissant des Comités olympiques nationaux à des territoires qui ne sont pas reconnus comme des États par la communauté internationale comme le souligne Patrick Clastres⁶⁶. Largement traitée,

⁶³ CLASTRES, 2004. P284

⁶⁴ CIO, 1933. P12

⁶⁵ ARBOIT, Gérald. « Les Jeux Olympiques, enjeux des Relations internationales », *Annuaire Français des Relations internationales*, Vol X, 2009.

⁶⁶ CLASTRES, Patrick. « Le Comité international olympique : allié ou rival de l'ONU ? » *Outre-Terre* 8, n° 3, 2004.

globalement dénoncée comme un mythe⁶⁷ malgré des divergences selon le degré de fourvoiement⁶⁸, la question de l'apolitisme du CIO sera maintes fois abordée dans mon écrit.

C.2) *Un thème oublié*

Le rapport qu'entretient Cuba à l'olympisme semble n'avoir jamais dépassé l'analyse des performances sportives cubaines aux Jeux Olympiques comme illustration de la réussite du castrisme. Si de nombreux textes mobilisent les résultats aux Jeux Olympiques⁶⁹, aux Jeux panaméricains et lors des Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes pour témoigner de l'ascension sportive d'un pays devenu une puissance sportive mondiale, seule une minorité de chercheurs s'intéresse à la place de Cuba au sein des institutions sportives internationales : respectivement le CIO, l'ODEPA et l'ODECABE. Pourtant, la question de l'intégration au Mouvement olympique ne saurait se limiter à la mobilisation des performances sportives, d'autres dimensions sous-jacentes, mais non moins enrichissantes se doivent d'être évoquées, comme la construction historique et politique du Comité national olympique, au travers des biographies des acteurs qui ont œuvré à sa réalisation.

Ainsi, André Gounot⁷⁰ analyse un épisode politique des Jeux régionaux centraméricains qui me permet d'en apprendre sur les méthodes de fonctionnement du Comité olympique cubain ainsi que l'utilisation de ce dernier par le régime castriste dans sa lutte contre les États-Unis. Quant à Toby Ryder⁷¹, historien lui-même mobilisé par André Gounot, il opère un parallèle intéressant entre les prétentions de Batista et de Castro sur le COC, apportant de précieux indices sur les relations interpersonnelles des protagonistes principaux de cette époque. Lorsque l'on s'intéresse au processus d'aimantation des pays d'Amérique latine par le CIO intimement lié à la personnalité de Baillet-Latour, on trouve quelques articles mentionnent Cuba comme celui de César Torres⁷² ou des passages de la thèse de Florence Carpentier sur la présidence

⁶⁷ DEFRANCE, Jacques. « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif ». *Politix* 13, n° 50, 2000

⁶⁸ Jean-Marie BROHM (2009) analyse l'Olympisme au paroxysme de sa politisation, comme une idéologie totalitaire, fondamentalement néfaste envers tous les acteurs qui s'en saisissent.

⁶⁹ Uniquement ceux d'été, puisque Cuba n'a jamais participé à une édition hivernale.

⁷⁰ GOUNOT, 2013.

⁷¹ RYDER, 2009.

⁷² TORRES, Cesar R. « The Latin American 'Olympic explosion' of the 1920s: Causes and consequences ». *The International Journal of the History of Sport* 23, n° 7, 2006.

d'Henri Baillet de Latour⁷³, mais aucun ne réinsère son analyse dans le contexte local cubain de l'époque.

Aucun écrit n'explique clairement les intentions des successifs gouvernements cubains lors de la création du COC ni même le contexte de cette dernière, ni ne démontre clairement comment le CIO a réussi à implanter une structure dans ce pays si instable, et si même il a réussi selon la forme qu'il décrit dans sa charte olympique. Enfin, aucun écrit à notre connaissance n'évoque la stratégie du CIO face au COC tout au long du XXe siècle.

⁷³ CARPENTIER, Florence. *Le Comité international olympique en crises : la présidence de Henri de Baillet-Latour, 1925-1940*. Espaces et temps du sport. L'Harmattan. Paris, 2004.

SOURCES ET MÉTHODOLOGIE

Mon étude débute en 1900 lorsque le premier cubain de l'histoire participe aux Jeux Olympiques de Paris. De fait, le détour par l'époque du protectorat américain est inévitable pour une bonne compréhension de la culture sportive cubaine. J'ai choisi de m'arrêter à la chute de l'URSS en 1991, le pays déclinant sur la scène internationale et souffrant en interne lors des débuts de *la période spéciale en temps de paix*⁷⁴.

A – Les sources primaires

Pour ce faire, je me suis principalement appuyé sur les archives olympiques généreusement mises à disposition par le Centre d'Étude Olympique du Musée olympique de Lausanne, en particulier les correspondances, télégrammes, lettres ou notes confidentielles qui composent la majorité du dossier. Il est à noter une grosse asymétrie entre les périodes 1923-1955, 1966-1980 très peu fournies, et les périodes 1955-1965, 1980-1988 inversement très denses.

La plupart sont dactylographiées en anglais ou en français, ne posant que très peu de problèmes de compréhension malgré les fautes d'orthographe et de syntaxes tant de la part des Cubains que de l'interlocuteur au CIO. Les quelques lettres en espagnoles se concentrent principalement sous la présidence de l'Espagnol Samaranch qui traite directement avec Castro, ou lors de la création du COC en 1926 comme de sa résurrection en 1938 lorsqu'Iglesias tente d'imposer un nouveau membre du CIO à Cuba. Les demandes de traduction faites par l'interlocuteur du CIO lors de ces deux derniers exemples témoignent d'un certain agacement face à la non-maîtrise des codes de communication par les Cubains.

Hormis ces quelques signes de nervosité, le style d'écriture est très formel tout au long des correspondances et le vouvoiement est de rigueur. Certaines correspondances laissent transparaître des relations plus amicales, comme c'est le cas entre Miguel A. Moenck et Avery Brundage qui échangent plus fraternellement lors du durcissement du régime à la veille de la Révolution⁷⁶. Ainsi l'analyse des correspondances révèle des faits historiques, des dynamiques

⁷⁴ Cette période, dont Cuba n'est toujours pas sortie, désigne un ensemble de politiques devant permettre au pays de faire face aux effets catastrophiques de la perte du partenaire commercial exclusif, l'URSS.

⁷⁶ RIDER, 2009. P89

relationnelles et personnelles, et aussi organisationnelles du CIO. On observe que tous les présidents n'ont pas échangé directement avec le COC, comme Edström (1946-1952) ou Lord Killanin (1972-1980), ce dernier laissant sa secrétaire M. Berlioux gérer la majeure partie des échanges avec les CNO comme celui de Cuba. À l'inverse, le président Samaranch (1980-2001) entretient d'importantes correspondances avec Castro au sujet de la participation aux olympiades de Séoul 1988, le dirigeant cubain s'étant autoproclamé interlocuteur privilégié avec le CIO au détriment du président du COC Guerra.

Enfin, le dossier comporte les statuts du COC depuis 1955, des articles de journaux et autres brochures de la propagande anticastriste très pertinents pour illustrer la compréhension de mon sujet. Du fait de la contrainte de temps qui était la mienne, je n'ai pas pu ouvrir les archives des successifs présidents du CIO à la recherche de documents mentionnant Cuba, mais n'ayant pas été classés ou doublés dans le dossier de ce pays. Au total, ce sont plus d'un millier de documents qui ont été scannés, triés, et traduits lorsque nécessaire pour réaliser ce travail.

Toutefois, et comme le rappelle Florence Carpentier⁷⁷ dans le préambule de sa thèse, il existe une certaine faiblesse du fond d'archives olympiques du fait de son histoire. Initialement conservées au domicile parisien de Coubertin, elles ont navigué entre la Suisse et la France plusieurs fois pendant et après la Grande Guerre accroissant le risque de perte. Puis, en 1930 lorsque l'allemand Carl Diem crée un nouvel institut olympique en Allemagne, les archives sont divisées sur les deux sites germaniques et vaudois. De plus, selon F. Auger, « *seul Coubertin peut décider ce qui lui est personnel ou doit être conservé comme archives* »⁷⁸. On peut dès lors imaginer qu'un certain nombre de documents a été censuré, détruit par le président lui-même pour protéger son image et celle du CIO, laissant des absences de plusieurs années et nuisant à la compréhension de la genèse du COC.

D'autre part, Cuba est aussi mentionné dans les procès-verbaux relatifs aux Sessions du CIO et aux Commissions exécutives, intégralement numérisés par le CEO, ce qui me permet d'en apprendre davantage sur les affaires olympiques cubaines en cours et l'implication du membre du CIO à Cuba : Franca, avant Moenck et Guerra⁷⁹. Les bulletins officiels du CIO et

⁷⁷ CARPENTIER, 2004.

⁷⁸ AUGER, F. Une histoire politique du Mouvement olympique : l'exemple de l'Entre-Deux-Guerres. Thèse de Doctorat, Université Paris X, 1998. P17.

⁷⁹ Un tableau récapitulatif en Annexe 8 présente les successifs présidents du COC, membres du CIO pour Cuba, présidents du CIO et les dirigeants cubains entre 1923 et 2018.

les rapports de chaque olympiade consultables en ligne sur le site de *l'Amateur Athletic Foundation of Los Angeles*⁸⁰, ont eux aussi été mis à contribution.

De sorte à obtenir d'autres sources primaires pouvant me mener à d'autres interprétations et analyses, j'ai contacté les différents organes d'informations et de communication de Cuba pour obtenir des archives sportives. Que ce soit le journal socialiste *La Hoy*, le journal créé à la suite du Mouvement du 26 juillet *Revolucion*, l'organe de propagande castriste *Granma* à partir de 1965, ou encore *l'Université de La Havane*, je n'ai reçu à ce jour aucune réponse.

B – Les ressources en ligne

Suivant cette même volonté d'obtenir la perception cubaine des événements, j'ai pu consulter *EcuRed*, l'équivalent cubain de *Wikipédia*. Si je suis conscient des spécificités d'un tel site collaboratif principalement alimenté par des travaux universitaires cubains et qui se revendique ouvertement comme « *le point de vue du décolonisé* », *EcuRed* m'a semblé un outil pertinent pour affiner mes connaissances sur les réalisations des chefs d'État cubain du début du XXe siècle, des acteurs peu étudiés par les chercheurs extérieurs à l'île hormis pour Batista. Grâce à sa présence sur le réseau social *Facebook*, j'ai pu converser instantanément avec des membres d'*EcuRed*, surtout des étudiants de l'Université de La Havane, et obtenir des réponses rapides en anglais que j'ai essayé d'appréhender avec esprit critique.

Enfin, les ressources en ligne que représentent *LA84* et *World Olympic Library* m'ont permises de récolter une certaine richesse d'information au sujet de l'olympisme, notamment des biographies d'acteurs centraux pour notre sujet telles que celles sur Porfirio Franca ou Miguel A. Moenck et Manuel G. Guerra.

⁸⁰ www.aafla.com

C – Problématique et axes de recherches

C.1) La problématique

Ainsi ma question majeure est la suivante : **dans quelle mesure l'analyse historique de l'intégration de Cuba au Mouvement olympique cubain rendait-elle à la fois compte des bouleversements sociétaux à Cuba que des successives crises politiques traversées et absorbées par le CIO au XXe siècle ?**

J'ai identifié trois axes de recherche : les motivations du CIO pour le recrutement de Cuba, les difficultés de l'intégration d'un pays longtemps politiquement instable, et enfin l'attitude du CIO face aux dérives cubaines surtout avec le castrisme.

D'abord, c'est le rôle du CIO en tant qu'institution chargée de l'intégration au Mouvement olympique qui doit être interrogé : comment est-il entré en contact avec Cuba, selon quelles motivations et dynamiques diplomatiques et olympiques ? Cela s'inscrit-il dans une initiative bilatérale ou au contraire dans le cadre d'une diffusion des valeurs olympiques à l'échelle d'une région, d'un continent ? Le processus a-t-il été linéaire ou certains acteurs, que ce soit à Cuba ou au CIO, ont-ils fait entrave ?

Cette dernière question permet d'introduire toute une recherche sur les difficultés rencontrées par le CIO pour faire adhérer Cuba à son Mouvement du fait de sa tumultueuse histoire sociale et politique. Quelle histoire du COC jusqu'à sa reconnaissance, et au-delà ? Comment le CIO a-t-il procédé pour composer avec des *gouvernements* clientélares et/ou autoritaires ? En un sens, analyser l'histoire du Comité olympique cubain, c'est se demander si le CIO et Cuba sont culturellement et politiquement compatibles. Et au travers de cette tension, je me suis demandé si le CIO ne se laissait pas dépasser par ses créations : pourquoi n'a-t-il pas dénoncé plus ouvertement la politisation du COC par Castro alors même que cette démarche est contraire à son principe fondateur d'apolitisme ?

Comment d'ailleurs répondre à cette question sans faire un détour par les grandes contradictions du CIO sur ses propres principes, entre ce discours apolitique et son rôle diplomatique évident au cœur des relations internationales notamment pendant la Guerre froide. Comment Castro réagit-il à la fin de l'amateurisme aux JO en 1981, un fondement indéfectible de la philosophie olympique ? La relation privilégiée entre Castro et le franquiste Samaranch

révèle-t-elle la crainte du CIO de voir les non-alignés plaider en faveur d'une gestion onusienne du sport mondial ?

C.2) Le plan

Ce sont donc toutes ces interrogations, et encore beaucoup d'autres tensions sous-jacentes qui ont animé la recherche préalable à la réalisation de cet écrit, que j'ai organisé selon un plan en quatre chapitres.

Avec le premier chapitre, consacré aux prolégomènes olympiques à Cuba, l'enjeu est d'identifier les premiers contacts entre le CIO et l'île, entre exploits sportifs aux JO et diffusion de l'olympisme par le CIO contre puis avec les YMCA en Amérique latine.

Le chapitre suivant traitera de la longue période de tâtonnements, entre la création du premier Comité olympique cubain en 1926, la surprenante résurrection de 1937 et le début de la Deuxième Guerre mondiale : Cuba manifeste un intérêt épisodique au plus exigeant Comité international olympique.

La troisième partie opérera à un parallèle entre les deux tentatives d'annexion du COC, des périodes fondatrices pour ce dernier. En effet, l'échec de la première par Batista conduit à la reconnaissance officielle par le CIO d'un COC conservateur et bourgeois quand le succès castriste de la seconde anéantit le sport amateur au profit d'un sport d'état centralisé.

Enfin, le dernier chapitre de cet écrit visera à témoigner de l'effacement du COC au profit de la gestion des affaires olympiques par Castro lui-même. Au cœur de la Guerre froide, Castro investit et politise un Mouvement olympique face aux contradictions de ces principes, entre le mythe de l'apolitisme et la fin de l'amateurisme.

CHAPITRE I – PROLEGOMENES OLYMPIQUES A CUBA (1900-1926)

A - Les premiers contacts entre le Mouvement olympique et Cuba

A.1) *L'escrimeur Ramon Fonst aux Jeux Olympiques*

Malgré son sous-développement sportif apparent, Cuba se fait remarquer par le Comité international olympique grâce à ces performances sportives et notamment celles de l'escrimeur (fleuret et épée) Ramon Fonst Segundo aux Jeux Olympiques de Paris 1900 et de Saint Louis 1904⁸¹. Fils d'un riche propriétaire terrien, il remporta quatre médailles d'or et une d'argent, devenant l'un des seuls escrimeurs de l'histoire à avoir remporté trois titres olympiques individuels⁸² dans son sport. Tandis que deux tournois étaient organisés, un au titre d'amateur et l'autre pour les maîtres d'armes, Fonst, alors âgé de 17 ans lors de sa première participation à Paris, gagna le premier contre le favori Louis Perrée et termina second derrière son professeur Albert Ayat dans l'autre concours. Même s'il apparaît véridique que la majorité des meilleurs escrimeurs français et italiens de l'époque s'abstinrent de participer à l'épreuve olympique en raison de différends sur les règles du concours⁸³, ou de l'éloignement avec la ville hôte en 1904, Ramon Fonst est encore aujourd'hui considéré comme le plus grand escrimeur latino-américain de tous les temps et vénéré à Cuba au même titre que le champion du monde d'échecs Jose Raul Capablanca (1888-1942).

Au-delà du cadre purement sportif de l'exploit, la performance de Fonst engendra une certaine fierté nationale à Cuba. En dépit du fait qu'il n'était pas officiellement envoyé par son pays lors de ces épreuves, les inscriptions se faisant à titre individuel ou via un club jusqu'en 1908, ces victoires souvent sur les Américains attirèrent l'attention sur sa nationalité. Lui-même d'ailleurs mettait en valeur son île de Cuba comme jamais elle ne l'avait été jusqu'ici dans l'histoire du sport international⁸⁴. Cette revendication de l'identité nationale trouve un écho dans la population cubaine qui, à l'aube d'une nouvelle vague d'occupation américaine (1905-

⁸¹ DE CAPRILES, Miguel. « Fonst et Nadi, Deux grands parmi les grands » dans *Escrime américaine*, septembre/octobre 1976. En ligne sur LA84.

⁸² Ibid. Avec l'italien Nedo Nadi (fleuret et sabre, 1912 et 1920)

⁸³ Ibid. Jusqu'à la fondation de la Fédération Internationale d'Escrime en 1913, il n'existait aucune règle internationale uniforme encadrant les rencontres, ce qui conduisit à de nombreuses annulations lorsque les deux parties ne trouvaient pas de terrain d'entente.

⁸⁴ Ibid.

1909), se rappelle aux idéaux indépendantistes inaboutis de José Martí⁸⁵. En ce sens, je peux postuler que les dirigeants politiques cubains ont pu prendre conscience de l'opportunité olympique dès cette période.

A.2) Entre les conflits, Cuba se propose en ville hôte pour les JO 1916.

Alors que le Comité international olympique est en plein essor, tentant d'imposer les Jeux Olympiques comme un nouvel événement majeur du sport international, le climat des relations internationales va profondément se tendre et contraindre cette ambition. À Cuba d'abord, les deux premières décennies du XXe siècle sont marquées par la deuxième période d'administration américaine, la présidence autoritaire de José Miguel Gomez (1909-1913) ou encore la nouvelle invasion américaine de 1916. Quant au CIO, pris comme Cuba dans la Première Guerre mondiale de 1914-1918⁸⁶, son objectif semble être d'assurer sa survie en sortie de conflit en affichant sa neutralité et son pacifisme, ce qui se matérialisa notamment par l'implantation du siège de l'institution à Lausanne en 1915. Ainsi, au regard de cette histoire mouvementée et de la fiche olympique officielle de Cuba publié dans *l'Olympic Review* de 1980, « *tout lien cessa entre Cuba et l'Olympisme entre 1904 et 1923* »⁸⁷.

Pourtant, et au-delà de l'absence de Cuba aux trois éditions olympiques de 1908, 1912, et 1920, deux éléments viennent alimenter la thèse que le CIO et l'olympisme sont représentés à Cuba au cours de cette période, en particulier dès 1913.

Dans une lettre de 1969 du Comité olympique cubain (COC) adressée à Brundage pour proposer deux successeurs au défunt Moenck comme membre du CIO pour Cuba, l'auteur dit que Cuba jouit depuis 1913 d'un membre au CIO et qu'il faut que cela perdure : « *There are the reasons by which we consider it is necessary for you to extend appropriate bearings in order to have a representative of the International Olympic Committee. As you well know we had one since 1913 until 1969* »⁸⁸. De plus, les mémoires de Coubertin relatent que Cuba (La Havane) et les États-Unis auraient proposé d'être des alternatives à l'organisation des Jeux de 1916 initialement prévus à Berlin, mais fortement compromis avec l'enlisement de la guerre dès 1915. Une candidature que Cuba renouvellera pour les JO de 1920 comme l'écrit Coubertin : « *le comité*

⁸⁵ Philosophe et homme politique cubain, José Martí (1853-1895) est le fondateur du Parti révolutionnaire cubain et grande figure de la lutte pour l'indépendance.

⁸⁶ Les Etats-Unis ont mobilisé des cubains pour leur armée avant l'entrée en guerre en 1917.

⁸⁷ "Cuba and Olympism," *Olympic Review* 152-153, Juin/Juillet 1980, 361p.

⁸⁸ ACIO, Turro (secrétaire général du COC) à A.Brundage, lettre n°3024, le 2 octobre 1969. Archives de Cuba, correspondances 1967-1977.

qui se constituait à La Havane était moins affirmatif (qu'Atlanta, Cleveland, Philadelphie), plus conscient des difficultés, mais en même temps assuré de l'appui des pouvoirs publics, y compris celui du chef de la République, le président Menocal »⁸⁹.

La compréhension de cette période apparaît très confuse puisqu'aucun document des archives cubaines ne mentionne ces candidatures, tout autant qu'aucun procès-verbal de Session entre 1913 et 1923 ne fait état d'une quelconque implication d'un délégué cubain dans l'institution olympique ni de la création d'un éventuel Comité olympique cubain. Mon hypothèse pour que Cuba soit mentionné comme candidat dans les carnets de Coubertin sans avoir été reconnu comme membre du Mouvement olympique est celle que l'île serait considérée comme un territoire américain, comme les Américains le revendiquent d'ailleurs⁹⁰, et donc affilié à l'*American Olympic Association*, l'ex-Comité olympique Américain (USOC). Par la suite, et dans le Cuba post révolutionnaire, le COC aurait tenté de se construire une antériorité olympique instrumentalisant la date de 1913 pour en faire un des plus vieux membres du Mouvement olympique. Un postulat qui se heurte à la vision de Coubertin, qui en 1911 répond à une question sur la légitimité du CNO de la Bohême et distingue déjà la géographie sportive et celle des États⁹¹.

Quoi qu'il en soit, Coubertin a refusé ces offres, préférant annuler l'Olympiade de 1916 plutôt que de confier l'organisation à un pays américain ou aux YMCA⁹², une organisation de jeunesse américaine d'inspiration protestante qui mise sur le sport pour faire progresser l'influence des États-Unis dans le Pacifique et en Amérique latine en particulier. Fondée en 1844 à Londres, la YMCA « *cherche à unir les jeunes hommes qui, considérant Jésus-Christ comme leur Dieu et leur Sauveur, selon les Saintes Écritures, désirent être ses disciples dans leur foi et dans leur vie [...]* »⁹³. Toutefois, Coubertin restait convaincu que l'ébauche de

⁸⁹ COUBERTIN, Pierre (de). « Mémoires olympiques » Bureau International de Pédagogie Sportive, Lausanne (1931). Consulté en ligne le 9 octobre 2018. P151

⁹⁰ Selon Raymond POINTU (1975) P22, J.L. Smith, un géographe américain, édite une nouvelle carte de Cuba intitulé « Our New Colony » en 1898.

⁹¹ « *La règle fondamentale des olympiades modernes tient en deux mots : All games, all nations [...]* J'ajoute qu'une nation n'est pas nécessairement un État indépendant et qu'il existe une géographie sportive qui peut différer parfois d'avec la géographie politique » dans Mayer, Otto. A travers les anneaux olympiques, Cailler, Genève, 1960. P63.

⁹² Young Men's Christian Association (YMCA)

⁹³ Selon sa description sur son site <http://www.ymca.int/>

candidature de La Havane « *aide(rait) à la conquête du sud Amérique* »⁹⁴ autant que le Comité de propagande olympique pour l'Amérique latine qu'il créa en 1917⁹⁵.

A.3) *La mission olympique d'Henri de Baillet-Latour en Amérique latine (1922-1923)*

Acteur décisif de l'attribution des Jeux Olympiques à Anvers en 1920, le membre du CIO pour la Belgique Henri de Baillet-Latour s'implique toujours davantage dans les affaires olympiques, notamment au moment de la création de la Commission exécutive, puis afin de diffuser l'idéologie olympique à travers le monde. À la faveur de l'accord entre Coubertin et Elwood Brown, président de l'alliance mondiale des YMCA, qui prévoit le patronage du CIO pour les Jeux d'Amérique du Sud en échange d'un membre au CIO pour les pays participants, Baillet-Latour se rend en Amérique latine pour assister à ces jeux et mieux les contrôler. Grâce à l'assistance et aux réseaux des YMCA, Baillet-Latour voyage d'octobre 1922 à février 1923 entre l'Uruguay, l'Argentine, le Chili, le Pérou, le Mexique et Cuba, qui n'avait pu prendre part aux jeux régionaux pour des raisons méconnues. Celui que Florence Carpentier appelle « *the first globetrotter president* »⁹⁶ du CIO insiste dans chaque pays sur l'importance d'une adhésion au Mouvement olympique et fédère de potentiels nouveaux membres pour le CIO. Selon lui, cette campagne s'est avérée concluante : « *I am very satisfied with my mission in America, I believe I have reached good results and have left the IOC in a very good situation in those new countries* »⁹⁷. Un sentiment qui sera confirmé immédiatement lors de l'olympiade de Paris 1924 avec la participation de plus de 160 athlètes en provenance de Cuba, de l'Argentine, du Brésil, du Chili, du Mexique, de l'Équateur et de l'Uruguay notamment. En l'espace de deux années, cinq CNO sont créés en Amérique latine si bien que César Torres intitule son article « *The Latin American Olympic Explosion* »⁹⁸ pour caractériser ce phénomène. L'ambassadeur Baillet-Latour semble avoir effectivement réussi à insuffler un élan d'intérêt pour la chose olympique en Amérique latine, une dynamique qu'il va tenter d'entretenir dès son retour.

Ainsi, à la Session de Rome 1923, il fait part de son expérience à ses confrères insistant sur l'importance et la cohérence des jeux régionaux. Même s'il juge l'édition de 1922 très décevante, critiquant le manque d'éducation sportive des spectateurs et l'ignorance des règles par les athlètes selon une interprétation très occidentale et aristocratique du sport, il souligne le

⁹⁴ COUBERTIN, Pierre (de). 1931. P151

⁹⁵ TORRES, 2008. P16

⁹⁶ CARPENTIER, 2004.

⁹⁷ TORRES, 2006. P1090.

⁹⁸ Ibid.

potentiel athlétique intéressant et l'enthousiasme prometteur qui a animé la compétition. Ainsi, il fait deux propositions allant dans le sens d'une intégration de l'Amérique latine au Mouvement olympique.⁹⁹

Premièrement, il se positionne en faveur de la création de Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes dès 1926 au Mexique. En effet, l'organisation d'une compétition régionale sous le patronage du CIO ne peut qu'accélérer le processus d'internationalisation du sport. Comme le souligne Anne Marie Waser¹⁰⁰, cela contraint les dirigeants à mettre en place des institutions stables ainsi qu'à encadrer la pratique selon des règles officielles dans l'optique de faire bonne figure lors de la compétition.

Puis, il propose une liste de sept individus qu'il a rencontrés lors de son voyage et qui pourraient devenir des nouveaux membres du CIO pour leurs pays respectifs. Parmi eux, Porfirio Franca y Alvarez de la Campa qui devient en 1923 le premier membre du CIO pour Cuba.

B – Le premier Comité olympique cubain

B.1) Franca, le premier membre du CIO pour Cuba (1923)

Membre du gouvernement provisoire qui dirigea Cuba pendant 5 jours à la suite du renversement de Carlos Manuel de Céspedes y Quesada (4 au 8 septembre 1933) et banquier de renom, Franca possède aussi une grande expérience du sport cubain puisqu'il est l'un des fondateurs et président d'honneur du Vedado Tennis Club, un membre réputé de l'Union Athletica des Amateurs de Cuba, de l'Amateur Baseball League ou encore de la Fédération d'Escrime¹⁰¹. À l'image de tous les membres recrutés par Coubertin puis Baillet-Latour lors de leurs présidences, il est issu de la haute société, sinon un aristocrate, suffisamment doté en capitaux économiques pour se consacrer à la diffusion de l'olympisme.

⁹⁹ Ibid. P1002

¹⁰⁰ WASER, A-M. « L'internationalisation du sport. Transformation d'une entreprise universelle en un organisme au service des intérêts particuliers : le comité international olympique (1894-1925) ». *Regards sociologiques*, 20, 2000, p1.

¹⁰¹ Note bibliographique jointe aux condoléances du CIO lors de la Session de Vienne du 7 au 9 Mai 1951. Disponible sur LA84.

Il est ainsi chargé de nouvelles responsabilités au sein du CIO et doit se « *considérer comme (le) délégué du CIO auprès des fédérations et sociétés de sport et d'exercices physiques de (son) pays respectif.* »¹⁰². Par ces mots, la Charte olympique confie à Franca le statut de représentant du CIO au sein de Cuba, et non celui d'ambassadeur de Cuba dans le Mouvement olympique. Une nuance que Castro comme bien d'autres acteurs de l'olympisme auront parfois du mal à respecter comme je le montre par la suite.

B.2) Le premier décret cubain sur le sport du président nationaliste Machado (1926)

Sous l'impulsion, de Franca, de l'UAAC, et de son cinquième président Gerardo Machado y Morales, Cuba se dote de son premier décret présidentiel en faveur de la création d'un organe sportif étatique le 13 août 1926¹⁰³. Élu en 1925 selon le slogan « *Eau, Routes & Écoles* », Machado se veut un président ambitieux, réformateur, désireux de faire de son pays la « *Suisse des Caraïbes* »¹⁰⁴.

Si je peux supposer que Machado a été séduit par le CIO, je pense au vu des écrits sur EcuRed et de la forme du décret, que sa motivation est patriotique : il veut voir son pays glorifié dans une compétition régionale.

L'approche moderne des théories nationalistes me permet de voir la politique de Machado comme le fruit à la fois d'une instrumentalisation du sport tel que défini par Brass¹⁰⁵ ainsi que d'une manœuvre politique pour le maintien au pouvoir comme identifié par Breuilly¹⁰⁶. Premièrement, au travers de ce décret qu'il justifie par le devoir pour l'État de financer la participation des athlètes cubains lors des premiers Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes en octobre de la même année à Mexico, il peut y avoir la volonté de consacrer l'appartenance nationale lors d'une compétition régionale. Cette compétition s'offre à Cuba comme une vitrine, comme une opportunité de visibilité inespérée et tant rêvée depuis les espoirs déçus de l'indépendance et c'est en ce sens que Machado veut offrir à son pays les chances de rayonner. En offrant la participation à ses athlètes, il fixe un objectif de valorisation

¹⁰² Article « Recrutement » – *Charte olympique*, Imprimeries réunies S.A. Lausanne, 1920, P7

¹⁰³ Voir le décret en Annexe n°4

¹⁰⁴ EcuRed en ligne, 2018. « Gerardo Machado ». Consulté le 26 octobre 2018.

¹⁰⁵ BRASS Paul R. « Elite Competition and Nation Formation », extrait de : *Ethnicity and Nationalism*, New Delhi: Sage, 1991.

¹⁰⁶ BREUILLY, John. « The functions of nationalism ideology », *Nationalism and the State*, Manchester University Press, 1993.

de l'identité culturelle cubaine au travers de ces Jeux : il faut montrer que les Cubains peuvent produire de bonnes performances au-delà du patronage américain. La victoire serait double : non seulement elle connecterait et souderait la population autour de la célébration des performances des athlètes et de la fierté d'une réussite purement cubaine, mais elle légitimerait aussi sa politique lui permettant de se maintenir sans les armes.

B.3) Le décret n°1337

Animé certes par des volontés politiques, le décret n°1337 de Machado n'en est pas moins fondateur pour le Comité olympique cubain et son premier président, Porfirio Franca. Concrètement, le décret promet la création d'une institution, le *Conseil National des Jeux de Sport Centraméricains*, avec ses quatre membres :

- *Le délégué du CIO à Cuba (Franca),*
- *Le représentant de la Commission Nationale pour le Tourisme,*
- *Le représentant du gouvernement cubain,*
- *Le représentant de la Commission Athlétique des Amateurs de Cuba,*

Ce nouvel organe se voit confier les missions suivantes :

- *Établir les conditions de la participation de Cuba aux Jeux centraméricains,*
- *Gérer les fonds alloués à cet effet,*
- *Désigner un Comité National olympique qui devra gérer la partie technique de l'organisation.*

Le contenu de ce décret révèle que le président conçoit la place de Cuba dans le Mouvement olympique avant tout à l'échelle régionale, comme en témoigne le nom de l'organe principal créé : *Conseil National des Jeux de Sport Centraméricains*. Relégué au second plan, le COC se révèle plus un outil ponctuellement administratif et organisationnel au service de la délégation cubaine qu'un outil politique pour s'insérer durablement dans le Mouvement olympique et structurer voire développer le sport cubain. Ses prérogatives exclusivement orientées vers les Jeux centraméricains et non vers les Jeux Olympiques témoignent soit d'une application stricte des conseils de Baillet-Latour pour le développement du sport cubain d'abord à échelle régionale pour tendre vers l'international par la suite. On pourrait y lire aussi un esprit d'indépendance vis-à-vis du CIO et des Jeux Olympiques, comme le prouve la création en 1928

de la Coupe du monde de football par l'Uruguay. L'absence de correspondances entre le COC et le CIO entre 1926 et 1937 illustrent le petit rôle qu'est celui du COC, à moins qu'une perte du fonds d'archive explique le mutisme du nouveau président Miguel A Moenck dès la fin 1926¹⁰⁷. Il aurait été intéressant de pouvoir consulter d'éventuelles correspondances entre le CIO et ce Conseil National des Jeux de Sport Centraméricains, mais je n'ai pas pu en identifier l'existence.

Ainsi j'ai démontré dans ce premier chapitre comment les exploits cubains de R.Fonst aux premiers JO ont conduit à la greffe du CIO sur le sport cubain sous la forme d'un interlocuteur privilégié et du parrainage de jeux régionaux. En offrant à Machado une opportunité de rayonnement national dans un cadre pacifiste, le CIO a ainsi réussi son double objectif de fédérer un nouveau membre et de lui faire enclencher une dynamique de développement du sport. Cuba semble alors avoir franchi le premier palier régional vers une intégration internationale, ce que je propose de traiter dans le chapitre suivant.

¹⁰⁷ Selon une autre biographie anonyme et manuscrite, Moenck ne serait que le vice-président du COC de 1926 à 1930. Voir ACIO, Lausanne, archives de Cuba, correspondance 1964-1966.

CHAPITRE II – LA PÉRIODE DE TÂTONNEMENTS (1926-1939)

Comme je l'ai expliqué précédemment, Henri Baillet de Latour, désormais président du CIO, soutient l'organisation des premiers Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes de 1926 car ils permettront d'implanter les valeurs de l'olympisme tout en rendant compétitives les petites nations en prévision des Jeux Olympiques.

A – Le CIO déçu par le manque de considération de Cuba pour les Jeux Olympiques

A.1) Cuba, un acteur au cœur du succès des Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes

Alors que le Comité d'Organisation des deuxièmes Jeux d'Amérique du sud ne s'est jamais formé malgré de multiples tentatives, c'est finalement le Congrès d'Amérique centrale du 3 et 4 juillet 1924 qui donne naissance aux Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes comme préconisé par Baillet-Latour¹⁰⁸. Le Mexique, désireux d'imposer son leadership sportif dans la région est le seul candidat à l'organisation de la première édition de 1926, mais ne reçoit pas une franche adhésion à son invitation. Seules trois délégations, celle du pays hôte, du Guatemala et de Cuba participent à la compétition, alors que quelques autres délégations envoient des observateurs¹⁰⁹.

Ne rencontrant donc pas immédiatement le succès espéré, ces jeux régionaux reçoivent tout de même le soutien de Franca, pour qui la participation cubaine est une nécessité dans le but de se perfectionner. En effet, comme le montre Torres, à Cuba comme au Pérou, les politiques semblent réfractaires à l'idée d'envoyer des délégations très onéreuses aux Jeux Olympiques au vu de la faible culture sportive du pays et du coût financier important. D'ailleurs, Cuba a maigrement participé et sans succès à l'édition de 1924 des JO : dix inscrits et des escrimeurs qui, éliminés en phase de poule du concours d'épée, déclarèrent forfait pour le sabre et le fleuret selon le Bulletin Officiel des Jeux de 1924¹¹⁰. Lors de l'édition suivante

¹⁰⁸ TORRES, 2006. P1094

¹⁰⁹ Ibid.

¹¹⁰ COMITE OLYMPIQUE FRANCAIS. Rapport officiel de la VIIIe Olympiade, Paris, 1924. En ligne sur LA84

d'Amsterdam 1928, il n'y aura qu'un seul engagé, Barrientos Schweyer au 100m, éliminé en séries¹¹¹.

De sorte à développer le sport à Cuba, Franca propose alors La Havane comme ville hôte de la deuxième édition des Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes¹¹². La capitale cubaine, moins chère, plus accessible et moins élevée que Mexico (2250 mètres) doit offrir les conditions idéales pour un accroissement de la participation et des retombés médiatiques et symboliques. Nommé directeur du comité d'organisation en sus de sa place de président du COC, Franca mène avec succès cette campagne aux côtés de son conseiller spécial Ramon Fonst, répondant aux inquiétudes de Baillet Latour sur la capacité organisationnelle de l'île¹¹³ : 9 pays et 632 athlètes répondent présents¹¹⁴. On notera que Cuba semble avoir noué un attachement particulier à cette compétition, l'organisant deux fois en 1930 et 1984 et devenant le pays avec le plus de médailles d'or à ce jour (1854) parmi les 32 nations ayant au moins été représentées une fois¹¹⁵.

A.2) *La démission de Franca*

Alors en bonne voie, ce processus d'acculturation à la participation et à l'organisation de grands événements sportifs va être mis à mal par la situation politique dans le pays. Confronté à une révolte qui lui reproche la brutalité de sa police secrète (la *Porra*) dans un contexte de crise économique majeure¹¹⁶, Machado organise son départ grâce à l'aide américaine dans un semblant de guerre civile. Avec la fuite de son président et la *révolte des sergents*¹¹⁷ en septembre 1933, Cuba entre dans une période d'instabilité et de durcissement du régime qui affecte les efforts et les budgets alloués au sport. De même que pour Los Angeles 1932 où Cuba n'a pas proposé de concurrent pour cause de difficultés budgétaires, Franca ne

¹¹¹ THE NETHERLANDS OLYMPIC COMMITTEE. *Official Report of the Olympic games of 1928 celebrated at Amsterdam*, Amsterdam J.H DE BUSSY printers & publishers, 1928. En ligne sur LA84.

¹¹² TORRES, 2006. P1096

¹¹³ Telles qu'exprimées à la session d'Amsterdam 1928, le 25 Juillet, selon les propos rapportés dans le Procès-Verbal de la Session, disponible numériquement au CEO de Lausanne.

¹¹⁴ GOUNOT, 2013. P 212

¹¹⁵ EcuRed en ligne, 2018. « Cuba aux Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes ». Consulté le 22 octobre 2018.

¹¹⁶ Les Etats-Unis étant les premiers importateurs de sucre cubain, le krach boursier de 1929 a eu des effets catastrophiques pour l'économie de l'île.

¹¹⁷ Conspiration militaire en raison des mauvaises conditions de travail dont Fulgencio Batista fait partie pour devenir le chef d'Etat major.

conçoit pas comme essentielle et judicieuse une participation à Berlin en 1936¹¹⁸. Dans ses rapports au CIO, il fait état des difficultés éprouvées par Moenck pour obtenir les 57 000 dollars nécessaires à la participation de la délégation cubaine aux troisièmes Jeux centraméricains de 1935 à San Salvador. De plus, et hormis son équipe de tireurs, aucune autre équipe ne semble prête pour rivaliser avec les meilleurs mondiaux. En ce sens, il ne veut pas mettre en péril la participation de Cuba au Jeux d'Amérique Centrale et des Caraïbes de Panama 1938, la priorité régionale, pour aller « *faire un tour* »¹¹⁹ à Berlin en 1936

Face aux pressions du CIO qui souhaitent une participation du pays aux JO, Franca qui ne change pas d'opinion demande alors sa démission début 1935¹²⁰ : il ne cautionnera pas la participation de Cuba. Une décision que le CIO justifie à ses pairs à la session de Berlin 1936 comme le fruit « *de légères différences d'opinions avec son Comité olympique au sujet de la participation de Cuba, tant aux Jeux Olympiques qu'aux Jeux de l'Amérique centrale* »¹²¹, exprimant quelques regrets quant à ce départ. Pour le remplacer, il souhaite un candidat « *pro participation olympiade* » tel Barrena, comme cela est écrit dans un télégramme adressé à Franca¹²².

Cette démission s'inscrit dans un *turn-over* plus large au sein du CIO, puisque soixante des soixante-cinq membres présents lors de la prise de fonction de Baillet Latour en 1925 ont été renouvelés en 1939¹²³. Ce chamboulement, qui peut paraître étonnant dans la mesure où les membres intègrent à vie le CIO, est le fruit de la politique de son président, décidé à se séparer des membres trop « *inactifs* »¹²⁴ ou dérangeants. C'est ainsi que le CIO a perdu son interlocuteur originel à Cuba, désormais impliqué plus durablement dans le comité d'organisation des Jeux centraméricains. Revers de la stratégie, Franca mettra plus de deux ans à proposer son successeur. Les correspondances entre le COC et le CIO sont essentiellement

¹¹⁸ ACIO, Lausanne, Franca à Baillet- Latour, n°8399, le 18 juin 1936. Archives de Cuba, correspondances 1929-1936.

¹¹⁹ Ibid. P2

¹²⁰ ACIO, Lausanne, CIO à Franca lui confirme que sa demande de démission est enregistrée, télégramme n°9178, le 8 avril 1935. Archives de Cuba, correspondances 1929-1936.

¹²¹ Selon les propos rapportés dans le Procès-Verbal de la session de Berlin 1936, le 30 Juillet. Disponible numériquement au CEO de Lausanne.

¹²² ACIO, Lausanne, CIO à Franca, exprime son souhait de voir Barrena le remplacer, ce dernier étant d'ailleurs mentionné comme le « *président of cuban committee* » alors qu'il n'est que vice-président selon d'autres sources. Télégramme n°9178, le 8 avril 1935. Archives de Cuba, correspondances 1929-1936.

¹²³ CARPENTIER, 2004.

¹²⁴ Le président révoque ainsi de nombreux membres lorsqu'ils ont atteint une période d'inactivité de 2 ans.

centrées autour de la question de l'identité de l'interlocuteur légitime à Cuba : Moenck, le secrétaire général du COC Barrena, ou une autre personne ?

Avec le recul, la situation ne semble pas plus claire : tandis que certaines biographies mentionnent Miguel A. Moenck comme président du COC de 1934 à 1938¹²⁵, la fiche officielle de Cuba issue de la Revue Olympique ne le reconnaît qu'entre 1938 et 1939¹²⁶. Après plus d'une année d'échange sans avoir pu mettre au clair l'organisation cubaine, Baillet Latour semble perdre patience et fait part de sa tentation de ne pas remplacer Franca du fait du manque d'intérêt de Cuba pour les Jeux Olympiques : « *We have decided that at least for the time being no delegate for the I.O.C will be appointed to Cuba. We do not see the necessity, as the leading spirit in your country seems to be more in favor of participating in local events of minor importance* »¹²⁷.

B – Le CIO surpris par la renaissance du COC

B.1) Une décision « subie » par le CIO

Alors que la transition de l'échelle régionale à l'échelle internationale semble avoir été ratée par Cuba, la présidence de Federico Laredo Brù (1936-1940) marquée par de réformes sociales (pensions, assurances sociales, salaires minimums, autorisation des syndicats) donne un nouvel élan à l'olympisme cubain. En effet, le CIO reçoit le 8 mai 1937 un décret annonçant la création d'un nouveau Comité olympique cubain selon une forme qui confère plus de pouvoir à ce gouvernement progressiste. Peu après, le 21 juillet 1937¹²⁸, Iglesias annonce au CIO qu'il est le président d'un COC nouvellement formé et que Franca est remplacé par le docteur Francisco Trelles Y Portillo¹²⁹ au poste de membre du CIO à Cuba.

Contraire aux articles 17 et 2 des statuts du CIO qui stipulent respectivement que les CNO doivent être institués par les membres du CIO pour ledit pays et que ces membres sont

¹²⁵ ACIO, Lausanne. « Biographie du Dr. Miguel A. MOENCK », 1939. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938.

¹²⁶ "Cuba and Olympism," *Olympic Review* 152-153, Juin/Juillet 1980. En ligne sur LA84.

¹²⁷ ACIO, Lausanne, Baillet-Latour à Porfirio Franca, de Berlin, le 30 juillet 1936. Archives de Cuba, correspondances 1929-1936.

¹²⁸ ACIO, Lausanne. Ce que j'apprends dans une lettre de Baillet-Latour à Franca, le 26 septembre 1937. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938. L'écrit d'Iglesias ayant semble-t-il été égaré.

¹²⁹ Mes recherches biographiques ne m'ont pas permises d'en apprendre davantage sur ce personnage.

recrutés par le CIO lui-même¹³¹, ce vice de procédure d'Iglesias qui inverse le rapport de force semble surprendre autant que contrarier et le CIO¹³². Baillet Latour s'insurge d'ailleurs de l'aspect injonctif des lettres qui lui sont adressées en espagnol plutôt qu'en français ou en anglais comme il est d'usage avec le CIO¹³³. Deux interprétations sont alors possibles.

On peut penser que les élites de l'UAAC, dont Iglesias fait partie, ont souhaité garder le contrôle du COC malgré le départ de Franca et la forme juridique de ce nouveau COC qui confère plus de pouvoir à ce gouvernement progressiste. Dans l'urgence, ils ont peut-être souhaité coopter rapidement un des leurs au CIO, Trelles, ainsi que placer Iglesias à la présidence du COC, outrepassant la procédure du CIO qu'Iglesias doit sûrement connaître du fait de son expérience de dirigeant de fédération d'athlétisme. Cette hypothèse fait écho à la réponse de Franca à Baillet-Latour, lorsque ce dernier lui demande des comptes sur la légitimité de Trelles : « *Dr Francisco Trelles is the man I appointed on that Committee* »¹³⁴ lui répond-t-il. Cela confirme l'hypothèse selon laquelle Trelles n'est pas le choix individuel d'Iglesias, mais le candidat de cette catégorie élitiste.

Autrement, j'émetts l'hypothèse plus probable qu'Iglesias fait partie d'une faction plus libérale de l'élite cubaine, pragmatique et proche du pouvoir. En ce sens, on comprend mieux pourquoi il s'auto proclame président de ce nouveau COC en lieu et place de Moenck (ou Barrena), pourtant lui aussi membre de l'UAAC. On comprend aussi mieux pourquoi Franca ne le parrainera finalement pas au CIO. Ainsi, Trelles serait simplement le candidat commun de deux lignes dissidentes issues de l'élite de l'UAAC, celle d'Iglesias et donc du gouvernement, et celle de Moenck et Franca.

Quoi qu'il en soit, l'effet performatif de cette lettre n'est pas celui escompté par Iglesias puisque Baillet Latour déclare la nullité des décisions prises au nom du CIO et notamment la nomination de Trelles, un nom qui ne reviendra plus jamais dans les discussions¹³⁵. Finalement, Franca parraine Miguel A. Moenck le 16 novembre 1937 pour le poste de membre du CIO à Cuba : « *In doing that, I firmly believe he is the right man for the place, as no one else has the knowledge of sports, athletic organizations and international relations that he is recognized to*

¹³¹ ACIO, Lausanne. Ce que rappelle Baillet-Latour dans une lettre à Franca, le 26 septembre 1937. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938.

¹³² Ibid.

¹³³ Ibid. P2

¹³⁴ ACIO, Lausanne, Franca à Baillet-Latour, le 27 septembre 1937. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938.

¹³⁵ ACIO, Lausanne, Baillet-Latour à Franca, le 26 septembre 1937. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938

have. He is an excellent organizer and frequently consulted about athletic problems »¹³⁶. Après avoir été impliqué dans la presque intégralité des fédérations du pays, Moenck cède officiellement sa place de président du COC à Iglesias (1939-1941) pour rejoindre le CIO en février 1938.

Ainsi on remarque que le CIO a une nouvelle fois réussi à coopter un membre qui lui ressemble en la personne de Moenck. Malgré la première prise de contact difficile entre Iglesias et Baillet-Latour, aucun élément laisse penser que le CIO ne veut pas de lui à la présidence du COC, il fera d'ailleurs trois mandats en tant que président et sera soutenu par le CIO au plus fort de la censure castriste.

B.2) Le décret n°1509

Malgré ce qui s'apparente à une vexation du CIO qui n'avait pas été prévenu que l'ancien COC avait été remplacé, ce décret fondateur n°1509 du 8 mai 1837¹³⁷ émanent certainement de la main du président Brù¹³⁸ apparaît porteur d'espoir pour le CIO. En effet, il permet un élargissement des objectifs du COC pour une participation aux Jeux Olympiques comme demandé par le CIO. Je me propose d'analyser l'essentiel de son contenu traduit et présenté ci-dessous :

CONSIDÉRANT : Il est impératif de créer un organe technique permanent chargé de l'organisation, de la direction, de la sélection et de la formation du personnel sportif qui représentera Cuba à la fois aux Jeux Olympiques et aux Jeux centraméricains.

EN CONSÉQUENCE : Dans l'exercice des pouvoirs qui me sont conférés, et par proposition du Secrétaire d'État à l'Éducation :

PREMIÈREMENT : L'organisation, la direction, la sélection et l'entraînement des équipes sportives qui représenteront Cuba aux Jeux Olympiques et aux Jeux Centraméricains

¹³⁶ ACIO, Lausanne, Franca à Baillet-Latour, lettre n°9346, le 16 novembre 1937. Archives de Cuba, correspondances 1937-1938.

¹³⁷ Voir le décret en annexe 5

¹³⁸ Le décret que j'ai pu consulter n'est pas signé de la main du président mais il a été rédigé dans son palais, ce qui laisse au moins supposer son consentement si ce n'est qu'il en est à l'initiative.

seront confiés à une organisation technique permanente dénommée COMITE OLYMPICO CUBANO.

DEUXIÈMEMENT : Le COMITE OLYMPICO CUBANO sera composé de sept membres nommés comme suit :

(A) Un nommé librement par le Secrétaire d'État à l'Éducation.

(B) Un nommé par le représentant à Cuba du Comité international olympique.

(C) Un nommé par le Secrétaire d'État à l'Éducation parmi les membres de l'Union Athletica des Amateurs de Cuba (UAAC)

(D) Quatre choisis par le Secrétaire à l'Éducation parmi la liste des candidats envoyée par les organisations sportives suivantes :

1 - Organismes sportifs de renommée internationale pratiquant les sports inclus dans les Jeux Olympiques ou Centraméricains à l'exception de ceux qui dépendent de quelque manière que ce soit de l'Union Athletica des Amateurs de Cuba.

2 - Entités sportives masculines ou féminines composées de quatre clubs ou plus, pratiquant au moins deux des sports inclus dans les Jeux Olympiques ou centraméricains et ayant été organisés depuis deux ans ou plus.

Le Comité olympique cubain sera entièrement renouvelé tous les quatre ans, étant entendu que ses membres exerceront leurs fonctions sans récompense et à titre honorifique.

TROISIÈME : Le Comité olympique cubain établira un ensemble de règles qui devront être appliquées, à la fois avec l'approbation du Secrétaire d'État à l'Éducation et avec les deux tiers de ses membres.

La forme, celle du décret-loi, est révélatrice de la prise de contrôle du sport par le pouvoir présidentiel. Comme précisé dans les dispositions transitoires, ce décret restera en vigueur jusqu'à ce que le Congrès puisse adopter le projet de loi correspondant, signe que le législatif travaille probablement à la réalisation d'une loi, mais que l'exécutif ne veut/peut pas attendre.

Ainsi le président cubain affiche une ambition pour le COC qui dépasse largement les prérogatives qui lui avaient été confiées dans le cadre du *Conseil National des Jeux de Sport Centraméricains* de Machado. Il semblerait que la volonté soit de transférer les dimensions

organisationnelles et budgétaires de cette dernière institution au COC, lequel se verrait aussi confier des prérogatives dans la formation, l'entraînement des athlètes et le management du personnel sportif dans la double optique des Jeux Olympiques et centraméricains. Non seulement le COC change de dimension, passant de sous structure du Conseil National à institution à part entière, mais il se voit aussi doté de missions largement étendues que Franca avait pensé inappropriées pour Cuba lors de sa démission.

En absorbant le Conseil National des Jeux de Sport Centraméricains, le nouveau COC devient une institution puissante aux mains du gouvernement et bientôt d'Iglesias, un véritable relais des politiques gouvernementales par le biais du Secrétaire d'Etat à l'Éducation. Tout cela, probablement, à la défaveur des élites conservatrices qui dirigeaient jusqu'alors le sport cubain comme l'UAAC. Ainsi la réglementation pour la composition du bureau du COC confirme cette idée : six des sept membres du COC seront choisis par le Secrétaire d'État à l'Éducation, en opposition à la Charte olympique et sa volonté de dissociation du sport et du politique. L'UAAC qui bénéficiait jusqu'ici d'un pouvoir prépondérant sur la gestion du sport cubain ne possède plus qu'un siège au COC.

B.3) La Deuxième Guerre mondiale, un nouveau coup d'arrêt ?

Alors qu'une nouvelle relation CIO/COC semblait pouvoir s'instaurer sur la base de ce COC plus structuré, la Deuxième Guerre mondiale (1939-1945) va mettre un nouveau coup d'arrêt à la régularisation du COC selon les principes de la Charte olympique. Je n'ai d'ailleurs trouvé aucune correspondance entre le CIO et le COC entre 1939 et 1953. En effet, le Comte Baillet-Latour est bloqué dans la Belgique occupée et doit céder la gestion des affaires courantes à son vice-président, le suédois Edström, avant sa mort en 1942¹³⁹. Le cas de Cuba comme celui de beaucoup d'autres nations est mis de côté pour concentrer les efforts sur les JO d'Helsinki de 1940 finalement annulés. Pendant les années de guerre, l'Allemagne nazie de Göbbels tenter d'unifier selon son idéologie le sport européen. Le CIO peine à résister et écorne son image du fait de son approbation du nazisme. Il lui faudra quelques années de discrétion pour éviter le processus de dénazification et prétendre retrouver une certaine légitimité dans les relations internationales, peut-être jusqu'à la présidence d'Avery Brundage (1952-1972)¹⁴⁰.

¹³⁹ 22 des 73 membres du CIO en 1939 sont morts pendant la guerre.

¹⁴⁰ CLASTRES, 2004.
ARBOIT, 2009.

Pour autant, le nouveau COC au budget probablement plus important que le précédent, soutient la participation des délégations pour Londres 1948 (53 athlètes¹⁴¹), Helsinki 1952 (29 athlètes¹⁴²), Melbourne 1956 (16 athlètes dont une femme¹⁴³) et Rome 1960 (12 athlètes¹⁴⁴). Seul Figuerola décroche une médaille d'argent en athlétisme en 1948.

Même si les résultats aux Jeux Olympiques peuvent être jugés décevants, les successifs gouvernements cubains semblent avoir une réelle volonté de développer l'excellence sportive sur l'île. Le nouveau COC gère de front les participations à toutes les épreuves sous la direction ou le patronage du CIO, que ce soit les JO, les jeux régionaux centraméricains de 1946 (Barranquilla/Colombie) puis de 1950 (Guatemala) et aussi pour les nouveaux jeux panaméricains qui voient s'affronter tous les pays des continents nord et sud confondus. Créé à l'initiative de Brundage pour pallier l'absence de JO pendant la Seconde Guerre mondiale, la première édition se déroule finalement en 1951 à Buenos Aires, et voit Cuba finir troisième nation devant le Brésil ou encore le Mexique¹⁴⁵.

Rapidement séduit par le Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes, Franca croit que ces Jeux sont le meilleur moyen pour Cuba de se développer sportivement dans la perspective future de participer aux JO. Moins pragmatique, le CIO force un engagement plus rapide et contraint Franca à la démission. Au terme d'une période trouble de quelques années, le nouveau gouvernement Bru impulse un nouvel élan à l'olympisme cubain avec l'aide d'Iglesias, un membre de l'UAAC semble-t-il plus progressiste que ses confrères. Ensemble, ils prennent le contrôle d'un COC restructuré au détriment de l'UAAC et amorcent une politique ambitieuse pour la participation aux JO.

CARPENTIER 2004.

¹⁴¹ THE ORGANISING COMMITTEE OF LONDON 1948. *The official report*, London, 1948. En ligne sur LA84.

¹⁴² THE ORGANISING COMMITTEE OF HELSINKI 1952. *The official report*, Werner Söderström Osakeyhtiö, Helsinki, 1952. En ligne sur LA84.

¹⁴³ THE ORGANISING COMMITTEE OF MELBOURNE 1956. *The official report*, W.M. Houston, Government Printer, Melbourne, 1956. En ligne sur LA84.

¹⁴⁴ THE ORGANISING COMMITTEE OF ROME 1960. *The official report*, vol 1, Rome, 1960. En ligne sur LA84.

¹⁴⁵ EcuRed, 2018. « Cuba en los Juegos Panamericanos », en ligne.

CHAPITRE III – LE CIO FACE AUX DICTATEURS (1952–1963)

A – La tentative d’annexion du COC par Batista

A.1) Une immersion « sultanique » dans la gestion du sport

Figure du pouvoir depuis plus d’une décennie déjà, Fulgencia Batista a repris la présidence par la force en 1952 afin d’imposer une dictature violente dont les effets sont perceptibles pour notre recherche du fait du manque d’information, conséquence de la censure d’État. Ainsi cette période des correspondances entre le CIO et le COC est marquée par de nombreuses absences de réponses ou documents manquants dans les archives olympiques. Un manque que j’ai pu atténuer grâce à la littérature secondaire et ainsi reconstruire le rôle du CIO dans la résistance à la prise de contrôle de l’organisation olympique cubaine par Batista. Catégorisée comme « *sultanique* » par André Gounot¹⁴⁶ dans la mesure où elle ne comporte aucune dimension de mobilisation idéologique¹⁴⁷ que les JO pourraient glorifier à l’image de l’Allemagne nazie, la dictature de Batista repose sur la satisfaction des intérêts personnels des dirigeants suprêmes. En ce sens et de sorte à maximiser les retombées positives pour son entourage, la prédation et la gouvernance par népotisme, clientélisme et corruption de tous les secteurs de la société cubaine est une priorité. L’autorité doit être complète. Contrôler le Comité olympique cubain, c’est contrôler l’organe de rayonnement sportif du pays ainsi que les enjeux financiers qui en découlent. Une nécessité donc pour Batista.

Pour ce faire, Batista nomme, son beau-frère Roberto Fernandez Miranda Secrétaire d’État au Sport en novembre 1952, qui devient de ce fait le nouveau directeur de la Commission Nationale des Sports. En mai 1953, les nouveaux statuts de la CND font d’elle « *l’autorité nationale suprême pour la diffusion, réglementation et le contrôle de tous les sports, aussi bien dans le secteur associatif que professionnel* »¹⁴⁹, éveillant les inquiétudes de Moenck comme de la ligue de Baseball professionnel (Liga Cubana de Baseball Profesional)¹⁵⁰. Miranda durcit les obligations des associations sportives envers l’État afin de pouvoir écarter certains membres

¹⁴⁶ GOUNOT, 2015. P76 qui s’inspire ici des travaux de Juan J.LINZ, Régimes totalitaires et autoritaire, Paris, Armand Colin, 2006, p 148-152.

¹⁴⁷ Ibid.

¹⁴⁹ Ibid. P82

¹⁵⁰ Ibid.

dérangeant le pouvoir. Bientôt, les prétentions du clan Batista atteignent le COC, la suite logique de ce processus d'annexion du sport cubain.

A.2) *Le clan Batista intègre le COC*

Dès 1954, Batista veut contrôler le COC et décide de remplacer le président Iglesias par Miranda, ce dernier cooptant ses pairs dans le comité exécutif du COC :

- Le Colonel Hernando Hernández, chef de police adjoint, qui devient vice-président du COC ;
- Le Dr. Suárez Rocabruna, membre d'une organisation sportive populaire de danse folklorique¹⁵¹, qui devient secrétaire général du COC ;
- Enrique Fernández Parajón, le chef de la police secrète, qui prend le poste de trésorier,
- Tandis que le Docteur Cándido Mora Morales (politicien batistianos¹⁵²), le Commandant Filis (batistianos, militaire et assistant de Miranda pour le secteur associatif à de la Commission Nationale des Sports) et le professeur Maria Luisa Bonafonte (ministère de l'Éducation) viennent compléter les dernières places disponibles dans le comité exécutif¹⁵³. À l'aube de l'année 1955, ce seront près des trois quarts des membres de la commission exécutive du COC qui sont des hommes-clefs du régime de Batista. Moenck, censé garder sa place au COC pour « *assurer la caution du CIO* »¹⁵⁴ selon le plan de Batista, n'accepte pas ce nouveau bureau et réagit à cette annexion.¹⁵⁵

A.3) *L'intervention décisive du CIO*

Devenu membre de la commission exécutive du CIO en 1953¹⁵⁶, Moenck, qui entretient de très bonnes relations avec Brundage¹⁵⁸, l'alerte immédiatement des dérives du dictateur cubain qui fait aller le COC à l'encontre de la règle 25 de la Charte olympique prévoyant

¹⁵¹ EcuRed, 2018. « Angel Suarez Rocabruna », en ligne.

¹⁵² Partisan de Batista

¹⁵³ GOUNOT, 2015. P83

¹⁵⁴ Ibid.

¹⁵⁵ En l'absence des statuts du COC de sa création jusqu'à 1955, il m'est difficile de comprendre plus en détails les manœuvres de Miranda.

¹⁵⁶ Il est élu par 27 voix à 5 face au Soviétique Konstantin Andrianov selon Toby RYDER (2009, P82)

¹⁵⁸ Ibid.

l'indépendance et l'autonomie des CNO par rapport à leur gouvernement. Si le CIO doit faire respecter ses fondements, il doit aussi faire valoir sa capacité à coopter des membres qui lui ressemblent socio-politiquement, c'est-à-dire des élites traditionnelles et conservatrices.

Moenck, qui pense qu'« *il est temps que tous les pays dirigés par des dictateurs sachent que le CIO ne les prie pas de participer à quelques Jeux que ce soient* »¹⁵⁹, écrit alors au président de l'organisation des Jeux Panaméricains (ODEPA) en novembre 1954, Clark Flores, pour lui demander de menacer Cuba de ne pas être invité aux Jeux de 1955 en cas de COC non formellement constitué. Il y a ici une preuve de la solidarité interne à l'Amérique latine des membres du CIO issus des élites et des régimes conservateurs. Ainsi à cette période du conflit, le COC de Batista doit faire face à un lobby conservateur emmené par le CIO, incarné par Moenck et Flores, aux côtés de l'UAAC. Peut-être même, comme le postule André Gounot, qu'une partie de cette opposition se livre à une rébellion politique contre le régime de Batista « *sous couvert « d'affaire sportive »* ». ¹⁶⁰

Contraint d'organiser des élections pour légitimer démocratiquement sa place ainsi que son nouveau comité exécutif aux yeux du Mouvement olympique, Miranda enclenche une course à la corruption en vue du scrutin de janvier 1955¹⁶¹. Quand ce ne sont pas des pots-de-vin pour acheter les votes des fédérations qui sont distribués, ce sont des pressions qui sont ressenties sur ces dernières : les présidents des fédérations de volley et de lutte ont démissionné, les secrétaires généraux des fédérations du yachting, du football et de l'équitation ont été remplacés. Miranda ira même jusqu'à reconnaître de nouvelles fédérations qui ne possèdent parfois pas d'adhérent comme le canoë, le pentathlon ou encore l'haltérophilie pour s'ajouter des voix supplémentaires. Brundage salue ainsi la dénonciation de la manoeuvre par Moenck : « *You were right in not permitting the Canoe and Modern Pentathlon Federations, which were just created, to vote* »¹⁶².

De l'autre côté, de nombreux échanges de lettres¹⁶³ témoignent de l'important travail de lobbying réalisé par Brundage et Moenck pour rassurer les fédérations et maintenir leurs fidélités. Finalement, Miranda perd l'élection et doit rendre sa présidence au nouveau président Narcisco Camejo Estrella (1955-1958). De la majorité des sièges qu'il avait confié à ses

¹⁵⁹ Ibid. P84

¹⁶⁰ GOUNOT, 2015. P84

¹⁶¹ Ibid.

¹⁶² ACIO, Lausanne. Brundage à Moenck, 2 janvier 1955. Archives de Cuba, correspondance 1955-1963.

¹⁶³ Auxquelles je n'ai malheureusement pas eu accès car elles proviennent du fond d'archive de Brundage aux Etats-Unis, comme le référence RYDER, 2009.

partisans, seuls deux lui restent acquis. Brundage félicita alors Moenck d'avoir « *gagné la bataille* », « *une victoire remarquable pour le Mouvement olympique* ». Fort de ce succès, le COC est officiellement reconnu par Brundage le 2 février 1955¹⁶⁴, et pourra participer aux prochaines compétitions olympiques comme membre de la grande famille olympique.

B – L'UAAC prend le contrôle du COC

B.1) *Les statuts et le symbole*

Avec cette victoire des élites conservatrices, le COC nouvellement reconnu se dote d'objectifs et de statuts plus que jamais auparavant en accord avec les attentes du CIO. Dès le 5 janvier 1955, un document de près de trente pages intitulés *Rules & By-Laws of the Cuban Olympic Committee*¹⁶⁵ est transmis par Moenck au CIO, c'est le premier texte en provenance du COC. Ce dernier apparaît comme l'aboutissement d'un long travail engagé par Franca en 1923 et confère au COC un cadre juridique qui contraste avec la dictature qui sévit de plus en plus fort à Cuba. Il apparaît intéressant de noter qu'après cet épisode, le clan Batista ne tentera plus de reprendre le contrôle du COC et se contenta de l'intégration de deux hauts représentants de la police Parajon et Hernandez au poste de secrétaire et de trésorier.¹⁶⁶

Je me suis permis de ne retenir que l'essentiel du contenu de ce document, de sorte à illustrer au mieux l'évolution du COC.

Tout d'abord, ce sont les objectifs, les prérogatives que le COC s'est fixés qui témoignent de ce changement de dimension. Il n'est plus uniquement question d'organiser, de diriger, de sélectionner et de former les athlètes en vue des Jeux olympiques et régionaux comme cela était mentionné dans le décret de 1937, mais il s'agit aussi de :

*Article 5*¹⁶⁷

- B) Stimuler l'intérêt de la jeunesse cubaine pour les activités physiques par la représentation aux compétitions, toujours selon le principe de l'amateurisme ;

¹⁶⁴ La date du 1^{er} janvier 1955 est mentionnée sur le site du Comité Olympique, ce qui paraît peu probable car les élections du bureau n'avaient pas eu lieu.

¹⁶⁵ ACIO, Lausanne. Moenck à Brundage et Mayer, janvier 1955. Archives de Cuba, statuts du COC 1954-1955.

¹⁶⁶ GOUNOT, 2015. P84

¹⁶⁷ ACIO, Lausanne. Rules and By-Laws of the COC in 1955. Archives de Cuba, Statuts du COC 1954-1955.

- F) *Inculquer les qualités d'honnêteté, de courage, de confiance en soi et de tolérance ;*
- G) *Promouvoir et encourager l'éducation physique et morale, dans les buts sanitaires et patriotiques de sorte à former de bons citoyens.*

Ainsi, les principes aristocratiques fondamentaux de l'Olympisme sont énoncés clairement. On retrouve le principe de l'amateurisme (B) comme l'exige le CIO, au détriment du sport populaire et professionnel qui tente de se faire un place à Cuba. En effet, comme l'explique André Gounot, un sport à deux vitesses s'est établi à partir des années 1920 entre, d'un côté l'UAAC qui propose des sports d'élites dans des installations de luxe comme l'équitation ou le golf, et de l'autre des clubs populaires qui s'organisent dans des installations délabrées que la CND peine à rénover¹⁶⁸. Le COC ne pourra donc pas travailler avec eux.

Avec l'article 6, qui prévoit *l'inéligibilité d'un membre au sein du COC si celui-ci a des fonctions dans un organisme dédié au sport professionnel, ou ayant des liens avec la chose politique ou commerciale*, le COC se protège d'une immersion anti-bourgeoise en son sein et s'assure sa pérennité. En effet, les membres de l'UAAC se font passer pour neutres alors qu'ils sont probablement à droite, tandis que les fédérations anti-bourgeoises ont probablement été créées par des forces de gauche.

Enfin les points F et G de l'article 5 font écho aux valeurs de l'olympisme comme philosophie de vie selon l'idéal de Coubertin, le sport n'étant pas présenté comme un aboutissement mais comme un moyen de devenir un homme meilleur.

Pour finir, le COC c'est la composition du COC qui témoigne de cette prise de contrôle par les conservateurs. Ont désormais droit à un siège au comité exécutif :

- *le membre du CIO à Cuba (donc Moenck à cette période)*
- *un délégué de chaque association sportive dont le sport est aux JO dans la mesure où elle est reconnue par la fédération internationale - 5 votes (lié à l'UAAC).*
- *un délégué de chaque association sportive dont le sport est aux jeux régionaux dans la mesure où elle est reconnue par la fédération internationale - 3 votes (lié à l'UAAC)*

¹⁶⁸ GOUNOT, 2016. P213

- un délégué de chaque association sportive reconnue par la fédération internationale même si le sport n'est pas programmé aux JO ou aux jeux régionaux – 2 votes

- un délégué de chaque association sportive affiliée de cinq clubs ou universités ayant au moins cinq années de pratique ininterrompue dans un sport reconnu par le CIO - 1 vote (peut-être opposé à l'UAAC)

- l'ancien président du COC - pas de droit de vote (Miranda ?)

Ultime preuve de la reprise du pouvoir par les élites conservatrices, le nouveau président du COC est Narciso Camejo Estrella, le candidat de l'UAAC¹⁶⁹.

Ainsi, à quelques légères modifications près, ces grands fondements déterminants les objectifs, les membres ainsi que le poids de chacun dans l'institution sont restés inchangés depuis.

Il se dote par la même occasion de l'emblème ci-dessous. En forme de bouclier républicain, d'écu, il symbolise le bouclier de l'homme d'arme et fait probablement référence à la lutte pour l'indépendance qui a animé l'histoire cubaine. Coupé verticalement en deux, la partie supérieure étant en rouge et or quand la partie inférieure elle-même divisée horizontalement en cinq parties alterne le bleu et le blanc, il rappelle les couleurs du drapeau cubain. Le blanc fait référence à la pureté des cubains lors de la guerre, le rouge au sang versé tandis que le bleu évoque l'altruisme et l'idéal cubain. Les dates 1896-1954 apparaissent encore aujourd'hui parfois sur le tampon des lettres, peut-être en référence au début de la deuxième Guerre d'Indépendance jusqu'à la constitution officielle du COC en 1954.



Figure 2 : Tampon sur les lettres du COC, encore aujourd'hui



Figure 1 : blason du COC actuel tel que proposé par le CIO

¹⁶⁹ GOUNOT, 2015. P84

B.2) *Un problème de fond*

Dans notre exemple cubain, la forme explicite d'un COC gouvernemental a été évitée mais le fonctionnement de l'institution perdure dépendant économiquement des budgets de ce même gouvernement et donc de ses probables exigences. Si Miranda résout de façon éphémère ce problème à Cuba en coupant les subventions allouées aux délégations cubaines pour les Jeux olympiques et régionaux dès 1955 en représailles de son échec¹⁷⁰, le débat sera de nouveau ouvert avec le retour des subventions sous Castro.

De manière plus générale, lors de la Commission Exécutive de Mexico 1953 avec les délégués nationaux¹⁷¹, une présentation analysant les conditions de financement des CNO avait révélé que 5/6 des CNO d'Amérique latine n'avaient que l'État pour source de revenus, ce qui contraignait fortement le principe d'autonomie vis-à-vis du politique. Clarifié dans l'article 25, ce principe central se heurte à la réalité des « *One Man Federations* »¹⁷² en Amérique latine comme en Occident et pose une question de fond au CIO : est-il cohérent de prôner le mythe d'un olympisme déchargé de toutes influences politiques quand les gouvernements sont les premiers et souvent les seuls contributeurs ?

Confronté explicitement à l'une de ses grandes contradictions avec Batista, la question de l'ingérence politique des gouvernements au sein du Mouvement olympique, le CIO va voir s'ajouter d'autres déviations comme le non-respect de l'amateurisme olympique avec l'avènement d'un nouveau dictateur à Cuba : Fidel Castro.

C – Le Comité olympique de Fidel Castro

C.1) *La prise en main des affaires sportives et olympiques par les révolutionnaires*

Alors que Moenck et le CIO travaillent à la régularisation des statuts du COC, mais aussi des CNO de Porto Rico, du Nicaragua, du Guatemala ou encore d'Haïti, le Mouvement révolutionnaire M26 engage une guérilla avec le débarquement du 2 décembre 1956 qui aboutit au renversement du régime et à la fuite de Batista en janvier 1959.

¹⁷⁰ Ibid.

¹⁷¹ « La commission de Mexico 1953 », *Revue Olympique* 39-40, Juin 1953, disponible en ligne sur LA84.

¹⁷² RYDER, 2009. P60. Expression de Brundage pour désigner ces CNO au financement étatique unique.

Tendue depuis le début de l'année 1956, la situation politique à Cuba ne va faire que se dégrader contraignant le travail de Moenck ainsi que ses participations aux rassemblements de la commission exécutive du CIO de Stockholm 1956 et Tokyo 1958¹⁷³. Ses correspondances avec Brundage évoquent la dureté de la vie à Cuba, les meurtres, les pillages, sa crainte d'abandonner sa famille ainsi que l'accentuation de la censure qui va l'empêcher de quitter le pays dès 1956¹⁷⁴. Alors que la Révolution bat son plein, les opposants sont poussés à l'exil. Parmi eux, on note Porfirio Franca Echarte¹⁷⁵, le fils du premier président du COC et lui-même président du COC depuis 1958. Opposé au castrisme, il s'exile à Porto Rico où il occupe la présidence du Comité olympique portoricain pour dès 1960. Ainsi le CIO comme le COC ont été paralysés pendant ces années de Révolution si bien que je n'ai eu connaissance d'aucune réalisation du COC entre 1956 et 1961.

Dans les faits, cette adhésion de Castro au socialisme se matérialise par la centralisation de la gestion des affaires publiques et donc sportives par un parti unique officiel et son leader au sein d'un État fort. Dès 1961, le *lider maximo* donne naissance à l'Institut National des Sports et de l'Éducation Physique et Récréative (INDER), une structure centralisatrice nationale calquée du modèle soviétique devant organiser la participation sportive en encourageant à la compétition. Pensé comme une structure à part entière par le décret de 1937, reconnu comme indépendant et conforme par le CIO en 1955, le COC devient un outil au service des politiques de l'INDER, revenant une nouvelle fois sous le contrôle direct du gouvernement, castriste cette fois. Au regard des statuts de 1975 identiques à ceux étudiés à quelques modifications mineures près, Castro semble avoir conservé le COC en l'état de sa reconnaissance. En effet, aucune modification juridique ne semble nécessaire dans la mesure où la liberté d'association sportive n'existe plus, et donc l'UAAC non plus¹⁷⁶. L'INDER, qui regroupe désormais toutes les fédérations, peut alors placer ces hommes dans le comité exécutif du COC.

La censure atteint son paroxysme autour de la rupture totale avec les États-Unis en 1962, et même si Brundage promet la fermeté face aux immersions autoritaires dans le Mouvement olympique, les rares lettres d'Iglesias redevenu président du COC (1960-1963) pour la troisième fois font écho au mutisme de Moenck et témoignent que les dirigeants sont

¹⁷³ RYDER, 2009. P66-67

¹⁷⁴ Le gouvernement interdit pourtant d'écrire sur les conditions de vie dans l'île.

¹⁷⁵ RYDER, 2009. P69

¹⁷⁶ L'UAAC ayant dû cesser toute activité sportive en 1961 selon GOUNOT, 2016. P219

menacés¹⁷⁷. D'après mes lectures, cette dernière présidence d'Iglesias s'inscrit dans une période d'instabilité politique qui a vu fuir tous les soutiens de Batista, sauf lui, bloqué par Castro¹⁷⁸. Je pense que si Iglesias est maintenu dans un premier temps, c'est parce qu'il bénéficie de la confiance du CIO. En ce sens, le COC garde sa légitimité tant qu'il est en place et qu'une élection n'a pas eu lieu pour le remplacer.

Le CIO n'a plus de canal de renseignement à Cuba et, isolé, ne peut donc pas mettre en place de stratégie de défense comme ce fût le cas contre Batista. Brundage tente de faire pression sur Castro en ne reconnaissant plus le COC comme légitime, mais cette tentative n'a guère d'effet¹⁷⁹. De son côté, Castro évite l'erreur faite par son prédécesseur, celle de court-circuiter le cheminement démocratique du vote pour la présidence du COC. En ce sens, il s'attire le soutien de Manuel. G. Guerra, un haut cadre de l'administration sportive qui fût président de l'UAAC et vice-président du COC, et fait subir à Iglesias une « *terrible repression* »¹⁸⁰ pour que celui-ci abandonne sa présidence et quitte le pays. C'est chose faite le 22 décembre 1963¹⁸¹, et avec lui, c'est la résistance à l'INDER et au sport d'État qui disparaît.

Guerra remporte les élections consécutives au départ d'Iglesias, devenant président du COC, un poste qu'il occupera jusqu'en 1997, les statuts de l'institution ne prévoyant pas de limite de mandats successifs. Cette longévité qui témoigne de la confiance de Castro explicite aussi le rapport qu'entretient le leader des révolutionnaires avec le comité olympique : c'est un lieu de pouvoir qui est suffisamment digne d'intérêt pour être contrôlé par un allié fidèle et pérenne à sa tête. Un allié qui saurait s'effacer lorsque Castro sentirait le besoin de gérer lui-même les affaires olympiques. C'est ainsi que de nombreuses correspondances entre le CIO et Cuba sont adressées à Castro, surtout à partir de 1980, laissant une impression de personnification du COC à l'image de Castro, comme ce fût le cas avec toute la politique cubaine finalement.

Enfin, l'immersion des révolutionnaires dans le monde de l'olympisme apparaît complète après la mort de Moenck en 1969 puisque le CIO coopte Guerra en 1973¹⁸² pour qu'il devienne le nouveau membre du CIO pour Cuba. Bien qu'il soit castriste, sa longue carrière de

¹⁷⁷ ACIO, Lausanne, Iglesias à Brundage, le 15 février 1962. Archives de Cuba, correspondances 1955-1963.

¹⁷⁸ RYDER, 2009. P69

¹⁷⁹ RYDER, 2009. P79

¹⁸⁰ Ibid. P71

¹⁸¹ Ibid. P80

¹⁸² ACIO, Lausanne. COC au CIO, le 8 Mai 1975. Archives de Cuba, correspondances 1967-1977.

haut dirigeant du sport mondial notamment à la tête de la fédération internationale de Baseball a dû jouer en sa faveur auprès du CIO.¹⁸³

C.2) Le CIO impuissant malgré une vague de dénonciation

La résistance se déchire sur la stratégie à adopter face à cette nouvelle annexion. D'un côté, le Portoricain et président de l'organisation des Jeux d'Amérique centrale et des Caraïbes (ODECABE) Monagas demande une suspension du COC dans la mesure où la majorité de son comité exécutif est en exil¹⁸⁴. Avec lui, nombreux sont les acteurs qui veulent empêcher la participation de Cuba à un évènement, comme en témoigne le refus de délivrance de visa par la Colombie pour empêcher la participation de Cuba aux championnats du monde amateur de baseball, tout comme le Guatemala pour les championnats panaméricains de judo¹⁸⁵. Une situation que Guerra confie au CIO dénonçant la main de la politique américaine au travers de ces pays¹⁸⁶ et que ce dernier ne peut que condamner dans l'attente d'une prise de décision définitive sur le sort du COC.

De l'autre côté, le mexicain et président de l'ODEPA J. de Clark Flores souhaite maintenir Iglesias, le seul héritage du COC conforme tel que reconnu par le CIO.¹⁸⁷ Se voulant médiateur, Clark organise au nom de la commission exécutive CIO dont il fait partie, une réunion entre Monagas, Iglesias et Franca junior en mai 1962. Le rapport envoyé à Brundage est sans équivoque, le COC doit être exclu du Mouvement olympique selon ces trois protagonistes du fait de trois infractions majeures à la charte olympique : le COC paie ses athlètes, le COC est communiste, le COC est au service de l'État¹⁸⁸. Je me propose d'analyser les mesures prises, lorsqu'il y en a eu, par le CIO pour répondre à ces trois dimensions du problème du COC.

Premièrement, le CIO a exigé des preuves à l'INDER que les athlètes sous la responsabilité du COC pendant les compétitions olympiques n'étaient pas payés de sorte à se

¹⁸³ Il y sera en poste jusqu'en 1995.

¹⁸⁴ RYDER, 2009. P72

¹⁸⁵ ACIO, Lausanne, Gouvernement du Guatemala au CIO, le 31 Mars 1965. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

¹⁸⁶ ACIO, Lausanne, Guerra au CIO, le 31 Mai 1965. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

¹⁸⁷ RYDER, 2009. P72

¹⁸⁸ Ibid.

mettre en conformité avec le principe de l'amateurisme. En janvier 1963, le chancelier¹⁸⁹ Otto Mayer joint dans une correspondance une liste d'athlètes probablement payés et demande des certificats pour défendre chacun d'entre eux¹⁹⁰. Cuba mettra plus de dix ans à répondre favorablement à tous les noms¹⁹¹, répondant à chaque relance du CIO que les recherches étaient en cours de traitement. À noter que cette prétendue professionnalisation des athlètes cubains s'est heurtée à la réalité d'une loi de janvier 1962 qui interdit le professionnalisme sportif sur l'île, Castro le jugeant comme « *l'antithèse du sport en tant qu'instrument de la culture* »¹⁹².

Deuxièmement, une critique concerne l'aspect communiste du COC. Si Brundage déplore le fait que le sport soit un terrain d'affrontement, il ne peut en revanche condamner Cuba pour son orientation politique, la charte olympique défendant ses membres de « *discrimination en raison de la race, de la religion ou de l'affiliation politique* »¹⁹⁴. Une situation délicate pour ce président ouvertement anticommuniste, d'autant plus qu'un puissant bloc rassemblé autour de l'URSS se construit au CIO.

La critique la plus pertinente juridiquement aux yeux du CIO concerne les liens entre le COC et l'État : selon les détracteurs de Cuba, le COC serait au service du régime. D'abord, c'est la participation aux Games of the New Emerging Forces (GANEFO), une compétition regroupant les nations émergentes principalement tiers-mondistes devant faire de l'ombre aux CIO, qui va nourrir le débat¹⁹⁵. L'Indonésie, suspendue du Mouvement olympique pour avoir refusé la participation de la République de Chine (Taïwan) aux quatrièmes Jeux asiatiques, accueille alors Cuba et quelques autres nations pour la première des deux seules éditions de la compétition en 1962. Intimement politique selon Brundage, la participation aux GANEFO ne peut être couplée d'une participation aux JO, si bien qu'il décide de suspendre tous les athlètes ayant pris part à cet événement et profère cette menace à l'encontre de Cuba¹⁹⁶. Guerra lui répond qu'aucun athlète n'avait pris part aux GANEFO, seulement des « *travailleurs* », et aucune sanction ne fût prise¹⁹⁷.

¹⁸⁹ Une dénomination alternative pour le poste de Secrétaire général du CIO

¹⁹⁰ ACIO, Lausanne, Mayer au COC, le 23 janvier 1963. Archives cubaines, correspondances 1963.

¹⁹¹ Les premiers certificats sont envoyés le 22 avril 1963, et les derniers à ma connaissance en 1974. ACIO, Lausanne, Archives cubaines, correspondances 1963, 1964-1966, 1967-1977.

¹⁹² POINTU, 1975. P44

¹⁹⁴ ACIO, Lausanne, Brundage à Franca Segundo, le 3 juillet 1962. Archives cubaines, correspondances 1955-1963.

¹⁹⁵ ACIO, Lausanne, Mayer à Guerra, le 23 Mars 1964. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

¹⁹⁶ ACIO, Lausanne, Brundage à Guerra, le 16 Novembre 1964. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

¹⁹⁷ ACIO, Lausanne, Guerra à Mayer, le 25 Avril 1964. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

Dans le même temps, l'Union Sportive de Cuba Libre, une association d'anciens athlètes cubains exilés en Floride, inonde le CIO de courriers pendant près d'une décennie de sorte à prouver que les athlètes du COC sont des ambassadeurs de l'État. Au total, ce sont plus de 140 rapports gouvernementaux subtilisés aux révolutionnaires et quelques centaines de coupures de presse dénonçant la propagande gouvernementale qui sont envoyés à Lausanne¹⁹⁸. Toutes sortes d'accusations y sont proférées à l'encontre des Cubains : des distributions de tract pro-castristes lors des jeux régionaux de Kingston en 1962¹⁹⁹, l'emprisonnement d'une athlète dissidente tentant de s'échapper en XXX²⁰⁰, ou encore le fait que Guerra serait un agent communiste infiltré²⁰¹. Enfin, un livret de propagande²⁰² dénonce l'endoctrinement de l'INDER qui choisirait les athlètes en fonction de leur allégeance au communisme.

Face à cette quantité d'éléments à charge contre le gouvernement cubain, Brundage ne sévit pas. Bien que le COC ne soit pas innocent, ces accusations sont selon lui le fruit d'une minorité perdante de la Révolution et comportent un aspect trop propagandiste pour être retenues.²⁰³ Ainsi, il ne peut qu'adresser de nombreuses lettres au COC pour le menacer de poursuite en cas de nouvelle interférence entre le gouvernement et le fonctionnement du COC, donnant un sentiment d'impuissance face à l'immersion du politique. Cuba ne tremble pas et nie en bloc ces accusations retournant les mêmes reproches aux États-Unis²⁰⁴. Une vérité que le CIO n'ignore pas : les pays occidentaux cherchent aussi à diffuser leurs valeurs à travers leurs sportifs en les finançant.

Ainsi, et à l'image de l'insertion durable du Bloc de l'Est au CIO à cette période, le Cuba castriste se fait une place au CIO. À l'inverse des mesures prises contre les prétentions des dictateurs latino-américains tels Batista, le CIO n'a jamais été si ferme avec les Soviétiques, si bien que Castro parvient à se saisir du COC malgré les virulentes critiques dont il fait l'objet. Au lendemain de sa prise de pouvoir, le Mouvement olympique semble irrémédiablement imprégné par la dynamique de la Guerre froide.

¹⁹⁸ Dont au moins la moitié sont consultables dans les Archives du CIO, Lausanne, dossier cubain, correspondances 1963-1968 (Union Deportiva de Cuba Libre).

¹⁹⁹ Voir le livret de l'UDCL, en Annexe 6.

²⁰⁰ ACIO, Lausanne, UDCL au CIO, le 19 Août 1962. Archives cubaines, correspondances 1955-1963.

²⁰¹ ACIO, Lausanne, UDCL au CIO, le 15 janvier 1968. Archives cubaines, correspondances 1963-1968.

²⁰² Voir couverture en Annexe 6.

²⁰³ ACIO, Lausanne, Brundage à l'UDCL, le 17 Mai 1965, puis le 8 Août 1967 et enfin le 15 Décembre 1967. Archives cubaines, correspondances 1963-1968 (Union Deportiva de Cuba Libre).

²⁰⁴ ACIO, Lausanne, Guerra au CIO, le 20 Août 1962. Archives cubaines, correspondances 1955-1963

CHAPITRE IV – LE MOUVEMENT OLYMPIQUE, UN ESPACE POUR EXISTER DANS LA GUERRE FROIDE (1960-1990)

A – Porto Rico 1966, une contestation de l'impérialisme américain

Réticent à l'idée de punir le COC, le CIO va être décrédibilisé lorsque Castro choisi de se saisir des Jeux centraméricains de Porto Rico 1966 pour dénoncer l'impérialisme américain aux yeux du monde. Véritable théâtre médiatique d'un conflit politico-sportif sans précédent entre Cubains et Américains, ces Jeux entérinent la victoire de Castro sur les principes fondamentaux du Mouvement olympique.

A.1) *Porto Rico, un territoire américain*

Aujourd'hui associé aux États-Unis selon un statut de Commonwealth²⁰⁵, l'île est à l'époque sous protectorat étatsunien depuis l'invasion de 1898 et le traité de Paris du 10 décembre concluant la vente par les Espagnols. Ne possédant ni siège aux Nations Unies, ni politique extérieure indépendante, ni suffrage universel pour l'élection du président, ni droit de vote pour son seul délégué à la Chambre des Représentants des États-Unis²⁰⁶, Porto Rico est le « *jardin tropical de l'immense forteresse US* »²⁰⁷ selon André Gounot. Pourtant, en vertu du principe de géographie sportive en application dans le Mouvement olympique, l'île possède un comité olympique reconnu depuis 1948. Un comité toutefois peu autonome dans la mesure où toutes les décisions de participation ou d'organisation d'une compétition extranationale relèvent du ministère des Affaires étrangères américain.

À .2) *Le CIO condamne des tentatives pour empêcher la participation de Cuba*

Contrariés à l'idée de voir participer un pays socialiste aux Jeux centraméricains de 1966, les Américains vont user de pressions politiques pour empêcher Cuba de venir défendre ses couleurs, une nécessité absolue pour un pays en quête de visibilité internationale. Les

²⁰⁵ GOUNOT 2013, p208

²⁰⁶ Ibid.

²⁰⁷ GOUNOT, 2013. p212.

multiples dénonciations du COC n'ayant abouti à aucune exclusion de Cuba par le CIO, les Américains s'en remettent à Monagas en lui demandant de ne pas délivrer les visas aux Cubains en vertu de l'embargo en vigueur qui interdit l'entrée sur un sol américain²⁰⁸. Ainsi le CIO de Brundage observe l'instrumentalisation croissante des Jeux régionaux²⁰⁹, que ce soit en Amérique ou en Asie, et ne peut que réaffirmer son principe d'apolitisme sportif : aucun pays ne peut être exclu pour la nature de son orientation politique. Contraints à présenter une bonne image en prévision des candidatures de Détroit et de Salt Lake City pour les JO de 1972, les États-Unis donnent finalement leur accord de principe pour la participation cubaine. Seulement, et en application stricte de l'embargo, les Cubains ne pourront gagner Porto Rico que par une voie indirecte, un pays tiers, avec une compagnie de transport non cubaine. À l'approche des Jeux centraméricains de 1966, la situation se tend une nouvelle fois lorsqu'un soldat de la brigade frontalière cubaine est tué par des tirs en provenance de la base navale américaine de Guantanamo, déclenchant l'État d'urgence à Cuba dans la perspective d'une nouvelle invasion américaine²¹⁰.

A.3) *La mobilisation du Cerro Pelado*

Refusant d'arriver dans la plus grande discrétion, Castro mobilise alors le navire de guerre *Cerro Pelado* et embarque toute la délégation cubaine pour amarrer le 9 juin 1966 à la limite des eaux internationales et portoricaines (américaines)²¹¹. Face aux navires de guerre américains venus intercepter l'équipe de Castro, le chef de la délégation José Llanusa, qui est aussi président de l'INDER et ministre de l'Éducation, lit une déclaration dénonçant l'impérialisme américain au nom de toute l'Amérique latine. Castro appela cet événement « *la baie des cochons sportives pour les impérialistes* »²¹².

Finalement, des dizaines de barques sont envoyées par l'organisation pour rapatrier les Cubains jusqu'aux rivages un jour avant le début d'une compétition marquée par les pressions politiques : les Cubains ne purent s'entraîner et de nombreux cas de corruptions de juges et d'annulation d'épreuves furent signalés²¹³. Cependant, pour Castro, les résultats symboliques et sportifs sont très positifs. Non seulement il a réussi à gagner Porto Rico sans enfreindre de

²⁰⁸ Ibid. P212-213.

²⁰⁹ ACIO, Lausanne, Brundage à Guerra, le 16 février 1966. Archives cubaines, correspondances 1964-1966.

²¹⁰ GOUNOT, 2013. P216.

²¹¹ Ibid. P217.

²¹² POINTU, 1975. P74

²¹³ GOUNOT, 2013. P213.

lois internationales, mais Cuba a fini première nation avec onze des vingt et une épreuves remportées. Castro a aussi donné la leçon aux Américains satisfaisant un sentiment de revanche et un besoin de reconnaissance caractéristique des régimes postcoloniaux comme l'interprète le néo-marxiste de Tom Nairn²¹⁴. Fruit de l'asymétrie en richesse et bien-être entre le centre (les Américains et les élites corrompues) et la périphérie (le reste du peuple cubain) issue de la période coloniale, cet esprit de représailles est au cœur du nationalisme sportif castriste dans un contexte d'autant plus fertile, celui de la Guerre froide et de la lutte pour la meilleure vision du monde : « *Ceci est une leçon, et pas seulement une leçon sportive, c'est aussi une leçon politique. [...] Nous avons démontré que nous devons essayer de former dans notre Révolution un homme qui ne soit pas semblable à celui du Capitalisme, qui fait tout ce qu'il fait avec l'idée de l'argent dans le cerveau* »²¹⁵.

Ce non-respect des fondements apolitique et pacifiste du sport tel que prônés par le CIO n'est pas un cas isolé en cette période de Guerre froide. Entre autres, on peut noter le conflit lié à la dénomination et à la reconnaissance des deux Chines exacerbé lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux de Rome 1960, la séparation des deux équipes RDA et RFA en 1965, la tragédie de Munich 1972 lorsque des membres de l'équipe d'Israël sont assassinés par un commando palestinien ou encore le boycott de 22 pays africains lors des Jeux de Montréal 1976 pour protester contre le régime de l'apartheid en Afrique du Sud. Si à chaque fois le CIO a tenté des solutions diplomatiques pour apaiser les tensions en marge des JO, il n'est en revanche pas compétent pour agir sur les Jeux régionaux si bien que Cuba ne sera pas sanctionné

B – L'alignement sur l'URSS, une stratégie payante ?

B.1) La première médaille d'or révolutionnaire

Tandis que la décennie 1960 a été celle des grandes réformes du sport cubain, la décennie 1970 consacre les premiers exploits sur les scènes régionale, internationale et olympique. Castro affichait d'ailleurs ses attentes de résultats dès 1965 : « [...] en 1972, il

²¹⁴ NAIRN Tom. "The Maladies of Development" extrait de: *The Break-up of Britain: Crisis and Neo-Nationalism*, 2e éd., London, New Left Books (1977): 332-341.

²¹⁵ PYE, 1994. P46.

faudra compter avec Cuba. Pourquoi ? Parce que le sport est devenu une réalité pour notre jeunesse »²¹⁶.

En effet, dès 1971 aux Jeux panaméricains de Cali (Colombie), le pays atteint la deuxième place au tableau des médailles, seulement devancé par les États-Unis. Une performance fièrement saluée par Castro, d'autant plus qu'elle va s'inscrire dans une régularité remarquable avant la consécration : Cuba finira au moins deuxième au tableau des médailles pour les dix éditions suivantes, s'offrant même la première place en 1991 lors de l'édition de La Havane.

Au-delà de cette réussite sportive à l'échelle régionale, ce sont les résultats aux Jeux Olympiques qui vont permettre à Castro de démontrer la réussite de son modèle. Déjà à Mexico 1968, Cuba avait amorcé son ascension vers l'Olympe avec 4 médailles d'argent, son deuxième plus haut total après Saint-Louis 1904. L'aboutissement intervient lors de l'édition suivante à Munich, dans la discipline qui symbolise le mieux le virage socialiste du sport cubain : la boxe. C'est ainsi que Teofilo Stevenson décroche la première médaille d'or révolutionnaire en finale des poids lourds contre le Roumain Ion Alexe. Glanant devant un public conquis la première de ses trois médailles d'or olympiques, Stevenson marque alors l'arrivée de Cuba dans le tableau des grandes puissances du sport mondial : lors de cette édition, la délégation cubaine finira 14^e sur 126 nations engagées avec 8 médailles dont trois en or pour la boxe cubaine, soit autant que le total de tous les pays d'Amérique latine réunis. La dynamique est enclenchée, et chaque olympiade permet de prendre conscience de la progression de Cuba : 13 médailles à Montréal 1976, 20 à Moscou 1980. Certes, c'est le sport soviétique qui atteint des sommets à cette période, l'URSS terminant première à huit des dix olympiades été et hiver organisées entre 1972 et 1988 (deuxième à Sarajevo 1984, pas de participation à Los Angeles 1984).

C'est ainsi que, près de trois décennies après le constat du faible niveau des sportifs cubains par Franca, et au prix d'un long isolement sportif ouvert seulement sur les compétitions régionales, le pays se révèle enfin au monde comme une puissance émergente du sport. Si le CIO salue ces performances, c'est surtout Castro qui se félicite en 1984 d'avoir transformé les enfants oubliés de la dictature de Batista en des héros refusant les millions autant que le statut de professionnel au nom de la Révolution : *« Comme vous le savez, notre pays, tout au long des vingt-cinq années de son existence, a fait tout ce qu'il était en son pouvoir en faveur du sport, s'est efforcé d'atteindre une participation massive au sport dans le milieu scolaire comme dans*

²¹⁶ POINTU, 1975. P58.

le milieu social, un sport auquel l'ensemble de notre peuple a le droit de participer. Chez nous, le sport professionnel a disparu, (et) l'entrée aux manifestations sportives est gratuite [...] »²¹⁷.

Grâce à ces résultats, le régime castriste bénéficie d'une certaine légitimité et crédibilité, dont il n'hésite pas à se vanter, encore ici en 1984, dans ses correspondances avec le CIO et Samaranch : « *Les efforts et les résultats de nos athlètes, entraîneurs et officiels techniques nous ont permis d'obtenir une place de choix dans le milieu sportif d'Amérique centrale, panaméricain et mondial, et nous ont conduits à occuper des positions importantes au sein de nombreuses fédérations et organisations sportives internationales* »²¹⁸. « *Fort de l'autorité* »²¹⁹ que lui confère ce prestige sportif, Castro va tenter d'imposer Cuba comme un membre incontournable du Mouvement olympique, une ambition qui commence par des critiques et un boycott en 1984.

B.2) Le boycott de 1984

Quatre ans après les Jeux de Moscou 1980 boycottés par près de 51 nations, l'URSS se positionne en faveur de représailles similaires pour l'édition de 1984 à Los Angeles. Prétextant des lacunes dans le dispositif de sécurité américain et une crainte envers le sentiment antisoviétique de la population, le Bloc de l'Est n'engage pas d'athlètes, sauf la Roumanie. Outre l'URSS, ce sont 14 autres pays qui déclinent l'évènement, et parmi eux, Cuba.

Cette décision majeure vient marquer un coup d'arrêt significatif pour la progression de Cuba empêchant notamment T. Stevenson de prétendre à une quatrième médaille d'or d'affilée ou encore la favorite équipe de baseball cubaine de battre les Américains sur leur sol. À l'exception d'un écrit de Guerra annonçant le retrait de la délégation cubaine quelques jours après l'annonce soviétique du 8 mai 1984²²⁰ et d'une réponse du CIO le 18 mai déplorant cette décision qui nuit au Mouvement olympique²²¹, la majorité des âpres discussions autour des conditions de cette participation semble se dérouler sans le COC. Ainsi, le COC serait soumis à la décision de son dirigeant qui s'aligne fidèlement sur le leader du Bloc de l'Est, l'URSS. Le délai supplémentaire accordé par le CIO pour les inscriptions ni change rien si bien que le

²¹⁷ ACIO, Lausanne, Castro à Samaranch, le 29 novembre 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984.

²¹⁸ Ibid.

²¹⁹ Ibid.

²²⁰ ACIO, Lausanne, Guerra au CIO, le 14 Mai 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984.

²²¹ ACIO, Lausanne, CIO au COC, le 18 Mai 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984.

président du comité d'organisation des Jeux, Peter Ueberroth, dénonce le « *blocus soviétique d'athlètes cubains qui désiraient avant tout faire la compétition et exceller aux Jeux de 1984* »²²². Plus tard, lors d'une entrevue avec Samaranch au sujet de la participation à Séoul 88, Castro reconnaîtra s'être purement aligné sur les demandes de l'URSS²²³.

Pour autant, et même si Castro apparaît tributaire de ce boycott, il n'en est pas moins décidé à exploiter la situation pour revendiquer ces propres intérêts. Ainsi, il se permet d'exposer sa vision de la situation olympique à Samaranch : « *au cours de ces dernières années, des éléments étrangers au sport sont intervenus dans les JO, conséquence des gains obtenus par le biais de la télévision, la publicité et d'autres facteurs. Ce n'est pas sans raison que les Jeux à Los Angeles ont été qualifiés de "Jeux du dollar"* »²²⁴. Rappelant au président du CIO les principes de la charte olympique selon laquelle « *les Jeux Olympiques sont non lucratifs* »²²⁵, il dit que ces derniers ont été « *violés et bafoués* »²²⁶.

Castro dénonce la commercialisation, la marchandisation des JO orchestrée par Samaranch. Selon lui, cette prise de position en faveur de l'entrée des sportifs professionnels dans le Mouvement olympique et donc pour la fin de l'amateurisme « *dévalue complètement l'essence de l'Olympisme* »²²⁷ et ne va profiter qu'aux pays développés : « *les pays pauvres et sous-développés n'auront jamais la possibilité de se voir confier l'organisation de manifestations sportives de cette nature* »²²⁸. Samaranch, qui sait que les recettes générées par les olympiades de 1984 vont essentiellement servir à la promotion du sport dans un pays qui n'est pas dans le besoin, les États-Unis, ne conteste que vaguement ces accusations. Il renvoie Castro à son boycott qui prive non seulement le Mouvement olympique de l'un de ses plus fidèles représentants, mais aussi les athlètes cubains de l'opportunité de briller²²⁹.

²²² NYT, « Cuba Withdraws From Olympic », *Archives du NYT en ligne*, le 24 mai 1984. URL consulté le 30 octobre 2018 : <https://www.nytimes.com/1984/05/24/world/cuba-withdraws-from-olympic.html>

²²³ ACIO, Lausanne, retranscription d'un entretien entre Castro et Samaranch, le 28 septembre 1986. Archives cubaines, correspondances 1986.

²²⁴ ACIO, Lausanne, Castro à Samaranch, le 29 novembre 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984. P3

²²⁵ Ibid.

²²⁶ Ibid.

²²⁷ Ibid.

²²⁸ Ibid.

²²⁹ ACIO, Lausanne, Samaranch à Castro, le 4 Décembre 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984.

B.3) Les Jeux de l'Amitié, une compensation peu inquiétante pour le CIO

Inquiet de la grandissante mobilisation en faveur du boycott de LA84, le président Samaranch convoque une réunion entre les CNO du Bloc de l'Est à Prague fin mai 1984. S'il parvient à récupérer la Roumanie, les autres pays se montrent en revanche inflexibles et profitent de ce cadre pour concrétiser leur projet d'une compétition alternative à cette édition olympique. L'objectif est de « *donner aux athlètes consciencieusement préparés ces quatre dernières années la possibilité de vendre leurs capacités* »²³⁰ comme le dit Antonin Himl, le président du Comité national olympique tchèque. Les Jeux de l'Amitié sont ainsi officiellement proclamés le 24 mai 1984.

Si Cuba n'est a priori pas de la discussion initiale, le pays sera en revanche hôte de certaines épreuves (boxe et volley hommes), tout comme huit autres pays socialistes et on peut voir au travers de cette participation une sorte de compensation au boycott de LA84. De sorte à ne pas contrarier le CIO, l'évènement n'est pas présenté comme contre-olympique à l'image de ce qu'avaient pu être les GANEFO en leur temps, et est ouvert à toutes les nations. C'est ainsi que près de cinquante pays y prendront part, les boycotteurs envoyant leurs meilleurs athlètes quand d'autres nations proposeront des amateurs²³¹. Des journalistes tentent ainsi de comparer les performances des athlètes entre olympiades interposées, pour définir les potentiels vainqueurs de LA84 s'il n'y avait pas eu de boycott. Une méthode qui comporte autant de limites que l'engouement pour ces jeux sera limité.

Pour cette période, je n'ai trouvé aucune trace du travail du COC autour de cet évènement ni de réactions de Castro et de Samaranch dont les correspondances sont intenses à l'époque, signe peut-être d'un relatif désintérêt vis-à-vis de cet évènement vite tombé dans l'oubli

C – Composer avec Cuba pour l'organisation de Séoul 1988

Allié fidèle de l'URSS sur le plan diplomatico-sportif au début de cette décennie, au prix d'un boycott qui lui a probablement coûté l'organisation des Jeux panaméricains de 1987

²³⁰ THE MOHAVE DAILY MINER. « Communist nations plan own games » dans les *Archives de Google News*, 25 mai 1984. URL consulté le 30 octobre 2018 : <https://news.google.com/newspapers?id=SZUNAAAAIBAJ&sjid=s1YDAAAAIBAJ&pg=1054,3766667>.

²³¹ Ibid.

finaleme nt attribuée à Indianapolis (É tats-Unis) comme le pense le CIO²³², Castro se détache de l'influence soviétique pour tenter de s'imposer comme un incontournable du Mouvement olympique comme il est en passe de le devenir dans le Mouvement des Non-Alignés.

C.1) Cuba, un leader du Mouvement des non-alignés

Du 3 au 9 septembre 1979 s'est tenu à La Havane le VIe Sommet des pays non alignés. Trouvant ses origines dans la conférence de Bandung de 1955, cette initiative intergouvernementale, qui vise initialement à protéger ces membres de l'influence des États-Unis et de l'URSS, doit permettre *« l'indépendance nationale, la souveraineté, l'intégrité territoriale et la sécurité des pays non alignés dans leur lutte contre l'impérialisme, le colonialisme, le néocolonialisme, la ségrégation, le racisme, et toute forme d'agression étrangère, d'occupation, de domination, d'interférence ou d'hégémonie de la part de grandes puissances ou de blocs politiques »*²³³. Aujourd'hui composé de près des deux tiers des pays membres des Nations Unies, l'organisation compte 95 membres en 1979, venant d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, des Caraïbes ou encore d'Europe méridionale et traite de questions majeures comme le désarmement, l'accès des nations à l'indépendance politique ou la construction d'un nouvel ordre international comme le décrit Verlet. Certes constitué de pays aux idées politiques divergentes, ce qui fragilise son pouvoir immédiat, ce mouvement s'affirme par la force de son nombre.

Quoique très liée à l'URSS, Cuba joue pourtant sur les deux tableaux et souhaite se poser comme le leader de la troisième voie. Fidel Castro, grand artisan du bon déroulement de ce sommet affiche alors ses intentions d'actions : *« S'il s'agit de défendre l'indépendance et le rôle spécifique, prestigieux, toujours constructif et toujours plus influent dans la vie internationale des non-alignés, pour qu'on écoute la voix énergique et juste de nos peuples, Cuba sera en première ligne pour défendre ces principes »*²³⁴. C'est en ce sens et selon cette même dynamique de protection des non-alignés anti-impérialistes que Cuba se positionne comme un acteur central des Jeux Olympiques de Séoul 88.

²³² ACIO, Lausanne, Pound à Samaranch, le 2 Août 1985. Archives cubaines, correspondances 1985.

²³³ VERLET, Martin. « Le mouvement des non-alignés après la Havane, contradictions et dynamique ». Tiers Monde, tome 21, n°81. *L'économie mondiale en 1980 : vers l'éclatement du système centre-périphérie*. 1980, P182

²³⁴ VERLET, 1980. P189

C.2) Cuba, un élément clef des discussions autour des Olympiades de Séoul

Le CIO semble avoir saisi l'importance du rôle joué par Cuba dans ce Mouvement des non-alignés. L'enjeu semble alors de s'accorder directement avec Fidel Castro, et non plus avec le COC semble-t-il dépassé par l'enjeu diplomatique depuis quelques années déjà, pour éviter qu'il ne fédère un groupe de dissidents pouvant considérablement fragiliser le CIO déjà vacillant.

Dès 1984, Castro joue pleinement son rôle de défenseur de la cause des non-alignés en exprimant au président du CIO ces inquiétudes sur le choix de la ville sud-coréenne, cette dernière n'étant pas « *le meilleur choix* »²³⁵ selon lui. Prenant totalement parti pour la cause nord-coréenne, il exprime sa tristesse face à la « *guerre meurtrière qui coûta la totale destruction de la Corée du Nord et la vie de centaines de milliers de ses enfants* »²³⁶, en plus de diviser « *artificiellement et arbitrairement en deux parties* »²³⁷ le pays. Au cours d'un paragraphe engagé, il dénonce l'absence des libertés, des droits sociaux et des droits de l'Homme au sud. Dans les faits, les propos de Castro semblent relativement fondés puisqu'effectivement, le général Chun Doo-hwan a pris le pouvoir par un coup d'État militaire en décembre 1979, avant de dissoudre l'Assemblée nationale et de faire proclamer dès mai 1980 la loi martiale à tout le pays. Des milliers d'opposants sont assassinés tandis que le président américain Jimmy Carter est accusé de soutenir le pouvoir en place. À la vue de ce triste bilan, il ne croit pas que les Jeux Olympiques vont permettre une quelconque paix, réunification, harmonie ou collaboration. C'est en ce sens qu'il suggère à Samaranch une idée qui pourrait sauver la face du Mouvement olympique : « *La solution réside peut-être dans la décision courageuse, constructive et prudente de répartir les Jeux Olympiques en 1988 de manière plus équitable ou à peu près équitable entre les deux Corées en fonction des possibilités et des intérêts de chacune* »²³⁸.

En plus de cette lettre au CIO, Castro accorde un entretien à Mervyn Dymally en 1985, un politicien démocrate américain siégeant à la Chambre des Représentants à cette époque et aborde notamment cette question de la participation de Cuba à Séoul 1988. Largement diffusé au moyen d'un petit livret de propagande²³⁹ contenant l'interview dactylographié, cet écrit vise

²³⁵ ACIO, Lausanne, Castro à Samaranch, le 29 novembre 1984. Archives cubaines, correspondances 1983-1984. P3

²³⁶ Ibid.

²³⁷ Ibid.

²³⁸ Ibid. P4

²³⁹ Voir la première de couverture de ce livret en Annexe 7.

à informer la population cubaine que la Corée du Sud est « *pleine de bases nord-américaines, de soldats nord-américains, que c'est une propriété des transnationales Nord-Américaines* »²⁴⁰. Développant sa position pendant de longues pages avec virulence envers le CIO, Castro veut « *sauver le Mouvement olympique, afin de le réformer après* »²⁴¹.

Richard (ou Dick) Pound, alors vice-président canadien du CIO, prend connaissance de cet entretien avec une certaine amertume et sait la délicate position qui est celle du CIO. Selon lui, cet argumentaire est « *une harangue de type Castro, assez standard dans laquelle la précision historique cède constamment la place aux exigences démagogiques de sa position* »²⁴². Amer en coulisse, d'autant plus qu'il estime que le CIO a déjà fait beaucoup d'efforts envers les pays socialistes notamment avec les JO de Moscou, Pound accepte d'engager des discussions pour une co-organisation des olympiades entre les deux Corées même s'il s'attend à ce que cela soit infructueux notamment dans le domaine de la libre circulation²⁴³. Enfin, il recommande à Samaranch de se rendre à Cuba pour rencontrer en personne Fidel Castro et expliquer les contraintes qui sont celles du CIO dans ce dossier²⁴⁴.

Dans le cadre d'une rencontre début juin 1986 avec le secrétaire général du Comité olympique américain (USOC), George D. Miller, Castro précise sa demande et fixe la condition de la participation de Cuba aux JO de Séoul : au moins cinq épreuves devront être organisées en Corée du Nord. Dans le cas contraire, il s'engagerait à encourager le boycott lors de la prochaine réunion des pays non-alignés, ainsi qu'auprès des Soviétiques²⁴⁵. Fermement opposé à cette idée, l'USOC pense que les Jeux Olympiques sont attribués à une ville et non une nation, et demande au CIO de ne pas fléchir quand bien même la Corée du Nord accepterait de lever les obstacles légaux pour la libre circulation²⁴⁶. Pourtant, le 11 juin, à la suite d'une réunion entre les représentants des Comités nationaux olympiques de Corée du Sud et de Corée du Nord, Samaranch fait part à Guerra du « *geste sans précédent dans l'histoire des Jeux Olympiques* » qui vient d'être fait en faveur de la Corée du Nord : deux épreuves et deux autres partielles ont

²⁴⁰ CASTRO, 1995. *Le mouvement olympique international, la grave crise qui se produira autour des Jeux de Séoul en 1988, et la seule solution possible*. P5 dans les archives du CIO, Lausanne, dossier de Cuba, correspondances 1985, livret original Anti-Séoul de Castro.

²⁴¹ Ibid.

²⁴² ACIO, Lausanne, Pound à Samaranch, le 2 Août 1985. Archives cubaines, correspondances 1985

²⁴³ Ibid

²⁴⁴ Ibid P2

²⁴⁵ CASTRO, 1995. *Le mouvement olympique international, la grave crise qui se produira autour des Jeux de Séoul en 1988, et la seule solution possible*. Dans les archives du CIO, Lausanne, dossier de Cuba, correspondances 1985, livret original Anti-Séoul de Castro.

²⁴⁶ ACIO, Lausanne, Pound à Samaranch, le 2 Août 1985. Archives cubaines, correspondances 1985

été léguées par le Sud²⁴⁷. En insistant sur le caractère exigeant des discussions qui avaient mené à cet accord, Samaranch espère que cela satisfera Castro et programme une rencontre à Cuba pour la fin septembre 1986.

« *Nous devons trouver une solution, mais cette solution se doit d'être grandiose* » déclare Castro à Samaranch lors de la rencontre entre les deux hommes le 28 septembre 1986²⁴⁸. Garantissant que la Corée du Nord était « *loin d'être inflexible* »²⁴⁹ en matière diplomatique, le président cubain demande alors d'« *offrir un peu plus* »²⁵⁰ à ce pays que 2 épreuves complètes et une partie de deux autres, il veut que le nombre d'épreuves au Nord soit proportionnel à la part de la population totale des deux Corées réunies, c'est-à-dire un tiers. Sceptique à cette idée, Samaranch répond qu'il ne peut faire d'efforts supplémentaires et que Cuba devra s'en contenter. Pourtant, le lendemain même lors d'une seconde entrevue, le président du CIO revient sur ces propos et annonce qu'il est prêt à trouver un arrangement pour qu'une partie du tournoi masculin et féminin de volleyball soit aussi organisée au Nord²⁵¹. « *Non sans surprise, Castro accepta immédiatement et avec joie* »²⁵², peut-on lire dans le compte rendu de Samaranch. Le 14 juillet 1987, l'accord définitif concernant les épreuves qui auront lieu au nord est signé : tir à l'arc H/F, tennis de table H/F, volley F, quelques matchs du tournoi de football et le cyclisme sur route²⁵³. Un équilibre entre les intérêts des différents partis semble avoir été trouvé, Castro a fait progresser sa cause quand le CIO a su l'écouter. Au-delà des efforts du CIO pour assurer la participation de Cuba et celles des pays non-alignés dans son sillage, il semblerait que Castro ait lui-même un profond désir de ne pas être une nouvelle fois exclu des Jeux Olympiques et plus largement du sport international. En effet, lors de la même période, l'USOC obtient la participation de Cuba aux Jeux panaméricains d'Indianapolis 1987 que Cuba souhaitait initialement boycotter en représailles au choix de la ville américaine motivé selon Castro par le clientélisme et la corruption de l'ODEPA²⁵⁴.

Désormais, le CIO souhaite que Cuba assume sa position au cœur du processus de participation et concrétise les efforts réalisés, ce que Castro assure vouloir faire avec

²⁴⁷ ACIO, Lausanne, Samaranch à Castro, le 11 Juin 1986. Archives cubaines, correspondances 1986

²⁴⁸ ACIO, Lausanne, retranscription d'un entretien entre Castro et Samaranch, le 28 septembre 1986. Archives cubaines, correspondances 1986.

²⁴⁹ Ibid.

²⁵⁰ Ibid.

²⁵¹ Ibid. P2

²⁵² Ibid. P2

²⁵³ ACIO, Lausanne, Communiqué de presse du CIO, le 14 juillet 1987. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

²⁵⁴ ACIO, Lausanne, COC au CIO, le 21 Mai 1987. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

détermination dans une lettre de septembre 1987²⁵⁵. C'est en ce sens que Samaranch engage un entretien téléphonique avec Jose R. Fernandez Alvarez, vice-président du conseil des ministres cubains et futur président du COC à la suite de Guerra (1997-2018). Le président du CIO explique qu'il n'a toujours pas reçu de réponse de la République Démocratique et Populaire de Corée du Nord (RDPK) en ce 6 janvier 1988²⁵⁶ vis-à-vis du plan de co-organisation proposé, à seulement quelques jours de la fin des inscriptions aux JO fixée le 17 janvier. La réponse n'est pas celle escomptée et met plutôt en avant la situation politique instable du Sud à la suite des élections de 1987 qui voit pourtant la première élection au suffrage universel direct au Sud : « *La Corée du Sud est un pays fasciste* », écrit Castro²⁵⁷. « *Rien n'a changé. La répression règne à nouveau, les pressions augmentent, les mauvais traitements infligés à la population se multiplient. [...] Personne ne pourrait garantir qu'en plein milieu des Jeux, ne vont surgir à nouveau les énergiques protestations populaires avec en réponse les mesures de répressions les plus violentes contre le peuple. [...] Sous les balles, les gaz lacrymogènes et la répression massive du peuple, les Jeux Olympiques ne pourraient pas se dérouler dans les conditions les plus sûres et les plus nobles* »²⁵⁸. En ce sens « *le comité olympique et le gouvernement cubains sont parvenus à la conclusion de ne pas s'inscrire aux Jeux, [...] notre peuple et nos athlètes (obéissant) à des règles d'éthiques strictes et (à) un grand sens de l'honneur* »²⁵⁹. Malgré les dernières propositions de Samaranch d'aller rencontrer une ultime fois les dirigeants nord-coréens à Pyongyang ainsi que de rallonger le délai d'inscription²⁶⁰, Castro ne reconsidère pas sa décision et Cuba comme la Corée du Nord boycottent les Jeux Olympiques, emmenant seulement l'Éthiopie, le Nicaragua et les Seychelles dans leurs sillages.

Ignorant les avancées politiques vers la démocratie au Sud et les efforts du CIO pour une coopération entre les deux Corées qui contribueront à la signature d'un pacte de non-agression mutuel en 1991, Castro met uniquement en avant les mêmes problèmes que l'URSS lors du boycott de 1984 comme pour se retrancher et justifier son immobilisme : « *Et s'il n'y avait pas de sécurité à Los Angeles, il est difficile de penser qu'il puisse y en avoir à Séoul sous un régime répressif, sanguinaire, qui est le sosie exact de celui de Pinochet* »²⁶¹.

²⁵⁵ ACIO, Lausanne, Castro au CIO, le 11 Septembre 1987. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

²⁵⁶ ACIO, Lausanne, retranscription d'un entretien téléphonique entre Alvarez et Samaranch, le 6 Janvier 1988. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

²⁵⁷ ACIO, Lausanne, Castro à Samaranch, le 13 janvier 1988. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

²⁵⁸ Ibid.

²⁵⁹ Ibid. P1-2

²⁶⁰ ACIO, Lausanne, Samaranch à Castro, le 16 Février 1988. Archives cubaines, correspondances 1987-1988

²⁶¹ CASTRO, 1995. *Livret Anti-Séoul*.

Les considérations strictement sportives sont éclipsées par ce discours politique qui nuit une nouvelle fois à la réunification du Mouvement olympique. Il y a un saisissant contraste dans les correspondances entre les déclarations de bonnes intentions et de sympathie vis-à-vis du CIO et la subite position de fermeture définitive pour ce qui concerne la participation à Séoul 88. L'impression dominante à la lecture est celle d'une hostilité de Cuba à l'égard du bon déroulement des JO de 1988, car si le CIO doit faire des efforts et des concessions en sa faveur, Cuba n'accepte d'en faire aucune de son côté maintenant une position binaire réalistement intenable dans les relations internationales : tout ce que Castro demande, ou rien. Au lendemain de ces différends, la relation entre le CIO et Cuba apparaît très tendue, et Samaranch annonce le 12 octobre 88 qu'il coupe les fonds alloués au COC pour non-contribution à la progression du Mouvement olympique²⁶². La vraisemblable réussite de ces Jeux, à la fois dans les domaines sportifs et sécuritaires, contribuera autant à faire connaître au monde entier la Corée du Sud qu'à discréditer la critique émise par Fidel Castro.

C.3) *La remise en cause du CIO*

À la faveur de son poids grandissant dans les relations internationales et donc dans le Mouvement olympique, de sa position d'acteur incontournable pour un succès de Séoul 88, Castro a tenté de remettre en cause plus que la libéralisation économique de l'olympisme mais la légitimité même du CIO à dominer et régir le sport international dès 1985.

En effet, le tiers-monde peut paraître délaissé par le CIO qui, s'il a soutenu les initiatives de Jeux régionaux pour le développement du sport, n'a accordé qu'une seule fois l'organisation des JO en dehors des pays riches, à Mexico 1968. « *Il faut faire en sorte que les pays du tiers monde aient également le droit d'organiser des olympiades* »²⁶³ demande alors Castro, de sorte que ces pays bénéficient des recettes des rencontres sportives. Pour lui, l'« *assignation de 200 millions de dollars à l'État le plus riche du pays le plus riche du monde (suite à LA84) est une preuve des faiblesses et des conceptions anachroniques de CIO* »²⁶⁴ alors que ce qu'il manque au Sud, « *c'est le développement économique et social, les installations sportives [...] la nourriture, non pas seulement pour de grandes masses de la population, mais parfois même*

²⁶² ACIO, Lausanne, Samaranch au COC, le 12 Octobre 1988. Archives cubaines, correspondances 1987-1988

²⁶³ CASTRO, 1995. *Livret Anti-Séoul*.

²⁶⁴ CASTRO, 1995. *Livret Anti-Séoul*.

pour les athlètes »²⁶⁵. Cette critique trouve un écho dans la théorie critique du sport de Jean-Marie Brohm²⁶⁶, sociologue et philosophe français, pour qui le sport est un moyen de répression idéologique et d'accumulation de richesse. Appliqués au Mouvement olympique, ces travaux donnent à voir le CIO non pas comme une entité « *hors du monde, pure, désincarnée, apolitique* »²⁶⁷, mais comme un « *siège commercial* »²⁶⁸ ne vendant ses anneaux olympiques qu'à des alliés convertis à son idéologie occidentale.

Enfin, et comme pour n'épargner aucune dimension de l'institution olympique, ce sont aussi les membres du CIO qui sont pris à partie par le leader cubain. Dénoncés comme des « *comtes, de(s) marquis, de(s) millionnaires* »²⁶⁹ au service d'une « *mafia* »²⁷⁰ oligarchique et autocratique dans un article de 1985, ils sont confrontés à la non-représentativité de leur statut de membres des élites mondiales. Au cœur d'un conflit d'intérêts entre la nécessité de composer avec Cuba et le devoir de défendre son institution face à ces attaques en règle, Samaranch ne peut que tenter d'apaiser les tensions pour éviter que la crise conjoncturelle ne devienne institutionnelle avec une issue potentiellement fatale au CIO : « *Peut-être, un jour, pourrions-nous parler tranquillement. Je suis prêt à écouter vos idées, et je l'espère, que vous aussi* »²⁷¹.

Ainsi ce plaidoyer populiste d'inspiration marxiste typique des propos de Fidel Castro dénonce une forme de néo-colonialisme permise par un Mouvement olympique qui entrevoit les faiblesses de ses fondements aristocratiques. De sorte à permettre à l'olympisme de se saisir d'enjeux modernes selon une perspective plus juste, solidaire et égalitaire, Castro propose plusieurs agencements allant d'une réforme de l'institution à une transmission de compétence à l'ONU qui signifierait la fin du CIO en tant que tel.

Premièrement donc, Castro propose une réforme du CIO pour plus de représentativité. Partant du constat que la cooptation permet à certains pays d'avoir plusieurs membres au CIO alors qu'ils n'ont que peu d'athlètes, Castro souhaite que chaque pays soit représenté au CIO par un délégué élu sous l'égide de l'ONU²⁷².

²⁶⁵ Ibid.

²⁶⁶ BROHM, Jean-Marie. « L'olympisme ou la continuité d'une idéologie totalitaire ». *Outre-Terre* 21, n° 1 (2009)

²⁶⁷ BROHM, 2009. P77

²⁶⁸ Ibid.

²⁶⁹ ACIO, Lausanne, Propos rapporté de Castro par l'AFP, le 3 juillet 1985. Archives cubaines, correspondances 1985.

²⁷⁰ Ibid.

²⁷¹ ACIO, Lausanne, Samaranch à Castro, le 16 Février 1988. Archives cubaines, correspondances 1987-1988.

²⁷² CASTRO, 1995. *Livret Anti-Séoul P10*

Si le CIO refuse cette requête alors que « *même l'Église a connu un jour sa Réforme* »²⁷³, Castro propose alors que l'ONU se saisisse de la question pour réorganiser et diriger le Mouvement olympique en créant un organe similaire à celui de l'OMS ou de l'UNICEF. « *Je suis un partisan convaincu que les Nations Unies [...] doivent s'intéresser au sport et s'en occuper comme elles le font pour la science, l'éducation, la culture, la santé...* », déclare-t-il²⁷⁴.

Cette idée de création d'un organe onusien pour le gouvernement du sport mondial est évidemment dangereuse pour le CIO qui décide d'entreprendre des collaborations avec l'ONU pour se protéger. Ainsi, le CIO s'implique dans différents programmes comme celui du PNUD²⁷⁵ pour la décennie pour l'éradication de la pauvreté (1994-2004) et parvint à faire inscrire un paragraphe sur la Trêve olympique dans la Déclaration du Millénaire adoptée par l'ONU en 2000. Selon Kofi Annan, alors secrétaire général des Nations Unies lors de ces propos en 2000, « *les Jeux Olympiques et l'ONU peuvent former une équipe gagnante* » parce que les « *les idéaux olympiques sont également ceux de l'ONU : tolérance, égalité, fair-play et, surtout, paix* »²⁷⁶.

²⁷³ Ibid.

²⁷⁴ Ibid.

²⁷⁵ Programme des Nations Unies pour le Développement

²⁷⁶ CLASTRES, 2004. P27

CONCLUSION

Faire l'histoire de l'insertion du Comité olympique cubain au Mouvement olympique nécessite d'articuler des dynamiques politiques, identitaires, sportives, culturelles, nationales et internationales à l'œuvre à Cuba et autour du CIO au XX^{ème} siècle. Indéniablement, il y a un avant et un après Castro.

Avant lui, les différents acteurs ayant eu le contrôle du COC n'ont jamais su/voulu s'intégrer pleinement au Mouvement olympique.

Premièrement, c'est Porfirio Franca, un haut cadre de l'UAAC qui profite de la campagne d'aimantation menée par Baillet-Latour en Amérique latine pour devenir le premier membre du CIO pour Cuba en 1923 et le premier président du COC en 1926. Hésitant entre le développement de l'influence cubaine à l'échelle latino-américaine uniquement via les Jeux régionaux, et l'insertion de Cuba dans la mondialisation olympique avec la participation aux JO, Franca est poussé à la démission par le CIO plus ambitieux.

Avec l'arrivée du nouveau gouvernement progressiste Brù en 1936 et la fracture au sein des élites bourgeoises, entre les conservateurs Franca et Moenck, et les libéraux comme Iglesias, le COC se réforme en 1937 au détriment de l'UAAC dont le poids décline. Le CIO parvient à placer son candidat, Miguel Moenck, comme membre du CIO pour Cuba, et semble apprécier Iglesias à la tête du COC qui affiche davantage d'ambitions envers les JO.

Alors en pleine expansion, la participation de Cuba aux JO est menacée par la violation de la règle 25 de la Charte Olympique consécutive à l'annexion du COC par le clan du sultanique Batista. Les réseaux de l'UAAC sont alors réactivés par Moenck et le CIO pour sauver le COC. Il est finalement reconnu officiellement par le CIO en 1955 et restructuré largement à l'avantage d'un contrôle par l'UAAC.

À la même période, la Révolution castriste démarre et aboutira en 1959 par une prise du pouvoir, comme du COC. Au prix d'une censure d'État qui isole Moenck et Iglesias du CIO, Castro place un ancien de l'UAAC à la tête du COC pour les trois décennies à venir, Manuel Guerra. Pour la première fois, le CIO n'a plus le contrôle sur l'olympisme cubain et ne parvient pas à sanctionner Castro malgré les évidentes preuves d'entraves à la Charte olympique qui pèsent contre son régime. L'immersion des castristes dans l'olympisme est totale quatre années après le décès de Moenck, lorsque Guerra intègre le CIO en 1973.

Ainsi avec Castro, l'olympisme se doit d'être appréhendée comme un espace de lutte dans les relations internationales que sa vision marxiste matérialiste pousse à pénétrer, occuper, jusqu'à vouloir le refonder. Le CIO, qui semble-t-il s'est donné beaucoup de peine à intégrer Cuba, observe avec un certain fatalisme Fidel Castro tirer avantage de la place centrale du Mouvement olympique dans les relations internationales au détriment des principes olympiques fondamentaux. Instrumentalisant le Mouvement olympique dans un contexte de fin de Guerre froide, Castro dénonce l'impérialisme américain, crédibilise son régime par les succès sportifs et met en lumière les non-alignés grâce à cette dimension centrale de son soft power. La fin de l'amateurisme et la commercialisation des Jeux sous la présidence de Samaranch, des politiques d'inspirations libérales, vont alimenter sa critique d'un CIO néocolonialiste qu'il veut voir passer sous l'égide de l'ONU.

Si les JO de 1992 sont synonymes de victoire sans précédent pour Castro comme je l'ai montré en introduction, ils semblent aussi marquer un point de retournement dans l'histoire de l'olympisme cubain. Depuis, les résultats sportifs autant que l'influence de Cuba au CIO déclinent, si bien que depuis 2015, il n'y a plus de membre du CIO pour Cuba. Alors, avec le décès de Fidel Castro en 2016 et la prise de pouvoir de Diaz-Canel à la place de Raul Castro en 2018, il apparaît intéressant de se questionner sur l'avenir de l'olympisme cubain, entre héritage castriste et réalité d'un pays isolé depuis la fin de la Guerre froide et les trois décennies de crise économique dont Cuba n'est toujours pas sorti.

ANNEXES

Annexe 1 : Détails du budget de Cuba en millions de Pesos cubains pour la période 1957-1958.

TABLE 1.
Cuban Budget in Millions of Cuban Pesos: 1957-1958

<i>Item</i>	<i>Millions of Pesos</i>
Economic development	45
Social and cultural	98
Sports (incl. Martí Park and PE Institute)	1.75
Military	94
Administration	83
Public debt	40
Other	5
TOTAL	365

Source: Trimestre de finanzas al día, no. 1, April 1962, (Ministry of Finance), cited in D. Seers, Cuba: The Economic and Social Revolution (Chapel Hill: University of North Carolina Press, 1964), p. 41.

Extrait des annexes de : PYE, GERALYN, PAULA J. PETTAVINO. *Sport in Cuba: the diamond in the rough*. Pitt Latin American series. University of Pittsburgh Press (1994). 279p

Annexe 2 : Évolution du montant en millions de pesos des investissements de l'État cubain dans le domaine de l'éducation physique entre 1959 et 1988.

TABLE 5.

Known Data on Cuban Budgetary and Investment Spending on Physical Culture: 1959-1988 (in millions of pesos)

Year	Budgetary Spending		Investment	
	Total	Physical Culture INDER	Total	Physical Culture
1959	389.6	1.4	—	—
1960	755.9	—	—	—
1961	1,329.6	10.3	489.0	—
1962	1,853.7	12.0	571.6/534	5.9
1963	2,093.5	16.8	695.9/581	2,574.0
1964	2,399.4	24.9	772.4	6,174.0
1965	—	40.0	841.8	5.8
1966	2,744.8	17.0	893.3	6.3
1967	—	—	—	7.5
1968	—	45/50	—	—
1969	—	—	800.1	—
1970	—	—	—	—
1971	—	—	—	—
1972	—	—	—	—
1973	—	—	—	—
1974	—	80.4	—	—
1975	—	87.1	2,304.2	—
1976	—	40.1	—	—
1977	—	40.0	2,765.9	—
1978	—	40.0	2,623.6	—
1979	9,154.0	40.0	2,605.8	—
1980	9,644.0	40.0	2,739.1	—
1981	11,577.0	—	3,336.1/3,205.7	—
1982	12,587.0	—	2,996.4	—
1983	13,183.9	60.5	3,408.5/3,307.1	—
1984	12,413.0	—	3,989.4	—
1985	11,295.4	—	4,289.3	—
1986	11,996.9	—	—	—
1987	11,689.7	—	112.3	—
1988	—	110.0	—	—
1989	—	—	116.2	—
1990	—	—	117.0	—
1991	—	150.0	—	—

Sources: R. J. Pickering, "Cuba," in J. Riordan, ed., *Sport Under Communism* (Columbia ANU Press, 1978), p. 157; *Gaceta oficial de la Republica de Cuba* 63, edición extraordinaria, 31 December 1965, p. 3; *Cuba en cifras 1985*, p. 56; Anuario estadístico de Cuba, 1985, JUCEPLAN, p. 205; J. Powers, "On a Mission From Havana," *Bein the day Globe*, 16 August 1987, p. 46; R. Ruiz Aguilera, interview, *Cuba Review* 7, no. 2 (1977), p. 16; United Nations, *Economic Survey of Latin America and the Caribbean*, 1987 (ECLA), pp. 287-88, and U.N., *ECLA*, 1982, p. 268. C. P. Roberts and M. Hanna

Extrait des annexes de : PYE, Geralyn, Paula J. PETTAVINO. *Sport in Cuba: the diamond in the rough*. Pitt Latin American series. University of Pittsburgh Press (1994). 279p

Annexe 3 : Effectif des entraîneurs étrangers à Cuba de 1961 à 1985.

TABLE 7. 1961-1985
Physical Culture Technical Assistants Working in Cuba:

Years	Country of Origin				
	USSR	GDR	Bulgaria	Hungary	Others
1961-1965	31	5	3	1	15
1966-1970	46	4	2	8	12
1971-1975	30	7	20	7	5
1976-1980	35	1	3	2	1
1981-1985	14	1	0	0	1

Source: Lláncras, Rodríguez et al., "Cuba," p. 59.

Extrait des annexes de : PYE, GERALYN, PAULA J. PETTAVINO. *Sport in Cuba: the diamond in the rough*. Pitt Latin American series. University of Pittsburgh Press (1994). 279p

Annexe 4 : décret n°1337 du 13 août 1926 pour la création d'un premier organe du nom de Comité olympique cubain

DECRETO PRESIDENCIAL

Secretaria de Estado

Decreto No. 1337.

Por cuanto: es obligación ya contraída por el Gobierno de la República la concurrencia de los Atletas Cubanos a los Juegos Deportivos Centro Americanos que se celebrarán en la ciudad de México a partir del 10 de octubre próximo.

Por cuanto: el Gobierno Cubano al facilitar los recursos necesarios para la preparación y dirección de los Atletas viene obligado a crear los organismos a que se refieren los organizadores de esas competencias deportivas".

Por tanto: haciendo uso de las facultades de que estoy asistido.

Resuelvo:

Primero: Crear la Junta Nacional de los Juegos Deportivos Centro-Americanos, formada por cuatro miembros con las condiciones siguientes:

A.—El Delegado en Cuba del Comité Internacional Olímpico.

B.—Un representante de la Comisión Nacional para el Fomento del Turismo, cuya designación corresponderá a ese Organismo.

C.—Un representante del Gobierno Cubano designado por el Jefe del Poder Ejecutivo.

D.—Un representante de la Comisión Atlética de Amateurs designado por la propia Comisión.

La Junta Nacional de los Juegos Deportivos Centro-Americanos se reunirá y de su seno nombrará un Presidente, un Tesorero, un Secretario y un Vocal.

Segundo: La Junta Nacional de los Juegos Depor-

tivos Centro-Americanos, tendrá las siguientes facultades y deberes.

A.—Establecer de acuerdo con las reglas ya fijadas en la convocatoria para esos juegos, la organización que deba darse a la representación de Cuba en las próximas justas deportivas que se celebrarán en la ciudad de México.

B.—Custodiará los fondos que para esos juegos se dediquen; cuidando de su adecuada inversión, ordenando los pagos que fueren procedentes y rindiendo la cuenta a la Intervención General del Estado como justificación de las inversiones efectuadas.

C.—Designará un Comité Nacional Olímpico que tendrá a su cargo toda la parte técnica de la organización y estará compuesto de un Presidente, un Secretario y un Vocal.

Las resoluciones de que este Comité Nacional Olímpico serán firmes e inapelables en lo que a lo técnico se refiere; pero la organización que por acuerdo del mismo se proponga de carácter general para ser ejecutiva demandará la aprobación de la Junta Nacional de los Juegos Deportivos Centro-Americanos.

Todos los cargos que se crean por este Decreto, serán de carácter honorífico y sin derechos para recibir emolumentos de ninguna clase.

Dado en el Palacio de la Presidencia, en la Habana, a 13 de agosto de 1926.

Gerardo Machado,
Presidente.

Rafael Iturralde,
Secretario de la Guerra y Marina
e Interino de Estado.

Source : ACIO, Lausanne, 13 Août 1926, archive de Cuba, dossier *Constituion CNO*

Annexe 5 : décret n°1509 du 8 mai 1937 réformant le Comité olympique cubain

Decree No.-

WHEREAS: It is imperative the creation of a technical permanent body in charge of the organization, direction, selection and training of the Athletic Equipments which are to represent Cuba both at the Olympic Games and in the Juegos Deportivos Centro-Americanos.

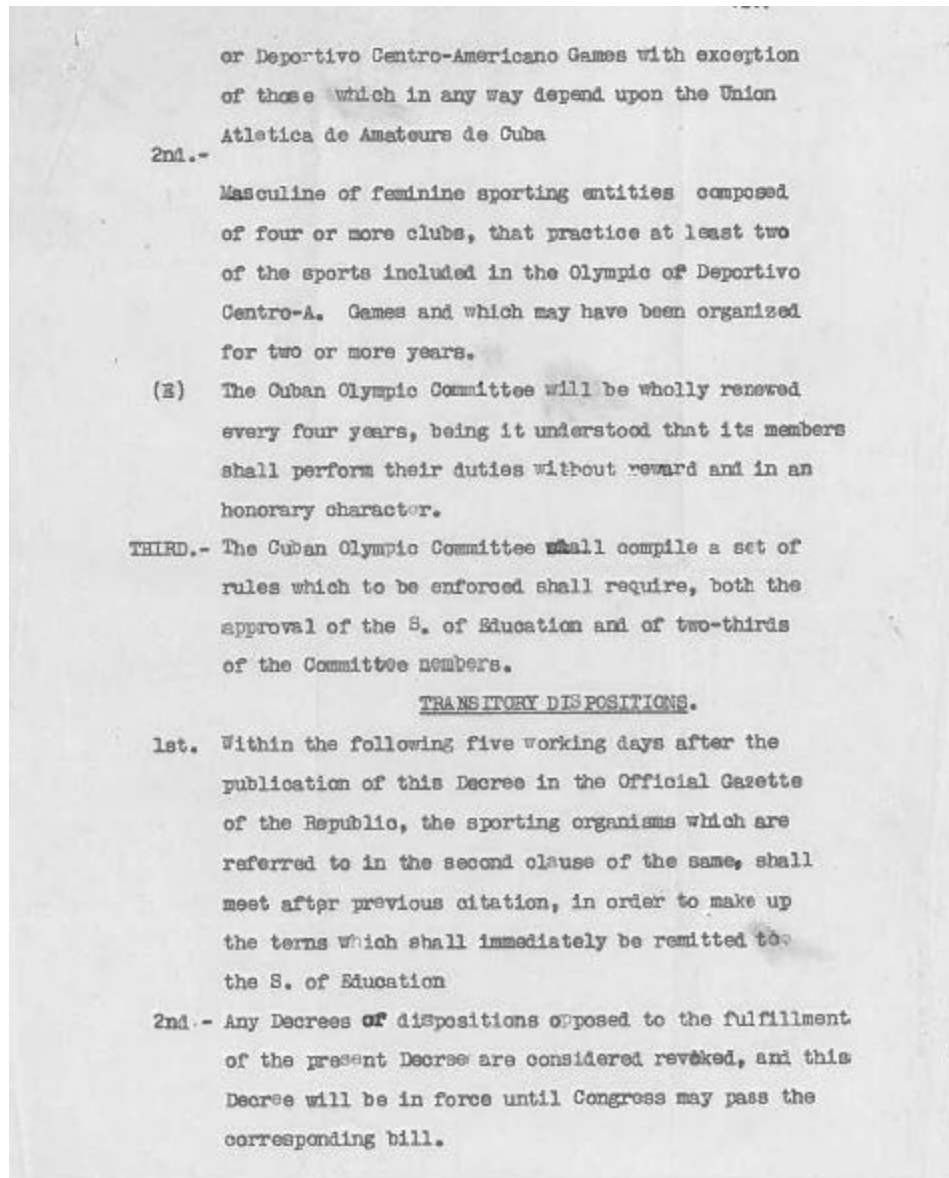
THEREFORE: In the exercise of the powers which are conferred to me, and by proposal of the Secretary of Education:

I RESOLVE

FIRST The organization, direction, selection and training of the Athletic Equipments that will represent Cuba at the Olympic Games and in the Juegos Deportivos Centro-Americanos will be in care of a technical permanent organization that will be named COMITE OLIMPICO CUBANO.

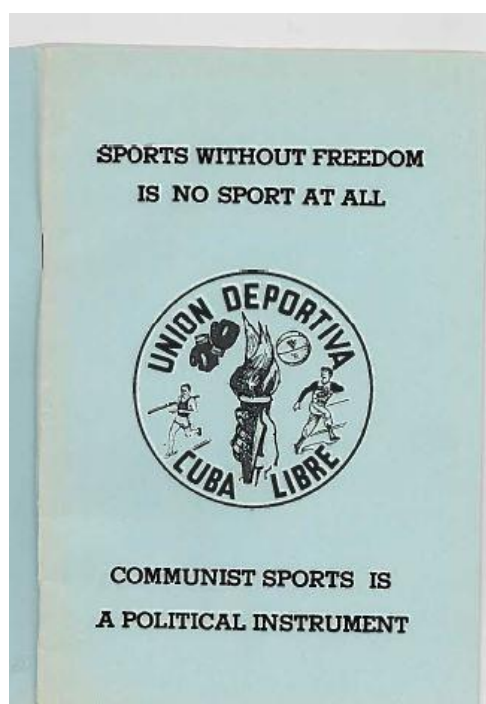
SECOND.- The COMITE OLIMPICO CUBANO will be composed of seven members, appointed as follows:

- (A) One freely appointed by the Secretary of Education.
- X (B) One appointed by the representative in Cuba of the International Olympic Committee.
- (C) One chosen by the Secretary of Education from the tern which to this effect will remit the Union Atletica de Amateurs de Cuba.
- (D) Four chosen by the S. of Education from the list of those selected made up from the terns sent by the following sporting organizations:
1st.- Sport bodies internationally known that practice the sports included in the Olympic



Source : ACIO, Lausanne, 8 Mai 1937, archive de Cuba, correspondances 1937-1938.

Annexe 6 : Couverture du livret de propagande de l'Union Deportiva Cuba Libre



Source : ACIO, Lausanne, archive de Cuba, correspondance 1963-1968, livret original de l'UDCL.

Annexe 7 : Couverture du livret de propagande anti Séoul 1988 par Castro : « El movimiento olimpico internacional, la grave crisis que se va a generar en torno a los Juegos de Seul en 1988, y la unica solucion posible. » (*Le mouvement olympique international, la grave crise qui se produira autour des Jeux de Séoul en 1988, et la seule solution possible*)



Source : ACIO, Lausanne, archive de Cuba, correspondances 1985, livret original Anti-Séoul de Castro.

Annexe 8 : tableau récapitulatif des successifs présidents du COC, membres du CIO pour Cuba et présidents du CIO et dirigeants cubains de 1926 à 2018.

Années	Président du COC	Membre du CIO	Président CIO	Présidents et Dictateurs Cubains ²⁷⁷	
1926 pendant quelques mois	FRANCA	FRANCA (1923-1938)	COUBERTIN (1896 – 1925) puis BAILLET-LATOURE (1925-1942)	MACHADO (1925-1933)	
1926 - 1930	MOENCK		BAILLET-LATOURE	MACHADO puis instabilité ²⁷⁸	
1930-1934	FRANCA ?			BRU (1936-1940)	
1934 - 1938	MOENCK ?			BRU puis BATISTA (1940-1944)	
1938 – 1939	BARRENA ? MOENCK ?	EDSTRÖM (1946-1952)		BATISTA (1952-1959)	
1939 – 1941	IGLESIAS	MOENCK (1938-1969) (Membre de la commission exécutive de 1953 à 1957)	BRUNDAGE (1952 – 1972)	BATISTA puis DORTICOS (1959-1976)	
1941 – 1946	FONST			DORTICOS	
1946 – 1954	IGLESIAS			LORD KILLANIN (1972 – 1980) puis SAMARANCH (1980 – 2001)	DORTICOS puis F.CASTRO (1976-2008)
1954 - 1955	MIRANDA				
1955 – 1958	ESTRELLA				
1958 – 1960	FRANCA (fils)	MOENCK puis GUERRA (1973 – 1995) puis GONZALEZ LOPEZ (1995 – 2015)	SAMARANCH puis ROGGE (2001-2013) puis BACH (2013-)	F puis R CASTRO (2008-2018)	
1960 - 1963	IGLESIAS			BACH	DIAZ-CANEL (2018-)
1963 – 1997	GUERRA	GONZALEZ LOPEZ puis personne			
1997 - 2018	FERNANDEZ ALVAREZ				
2018 -	RICHARDS AGUIAR				

²⁷⁷ Compte tenu des nombreuses périodes d'instabilité de la vie politique cubaine et des récurrents changements de dirigeants, j'ai choisi de ne noter que les chefs d'Etats qui ont joué un rôle l'olympisme à Cuba à ma connaissance.

²⁷⁸ Dont un gouvernement provisoire avec P. Franca (4 au 8 septembre 1933)

BIBLIOGRAPHIE

A – Histoire de Cuba

- BOUTANG, Yann Moulrier. « Le fonctionnement de l'économie esclavagiste à Cuba (1790-1868) ». *Revue Tiers Monde* 43, n° 171, (2002) : 555-577.
- CAÏLACHON, Jack. « Les visées étasuniennes sur Cuba et la Caraïbe de l'indépendance des États-Unis à l'indépendance Cubaine 1783-1898 ». *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, n° 155 (2010) : 51-62.
- DESPAGNET, Frantz. « Le Traité de paix entre l'Espagne et les États-Unis ». *Bulletin Hispanique* 1, n° 1 (1899) : 24-32.
- GUICHARNAUD-TOLLIS, Michèle et Jean-Louis JOACHIM. *Cuba de l'indépendance à nos jours*, Paris Ellipses imp, (2007) : 272p.
- GIANNI, Minà. « Cuba, le syndrome de l'Île assiégée ». *Le Monde diplomatique*, n° 591 (2003).
- LAMORE, Jean. *Que sais-je ?*, 7e éd. Presses Universitaires de France (2007) : 128p.
- LANGUEPIN, Olivier. *Cuba, la faillit d'une utopie*. Gallimard, (2007) : 296p.
- MACHOVER, Jacobo. *Cuba de Batista à Castro, une contre histoire*. Buchet-chastel, (2018) : 228p.

B – Sport à Cuba

- ARBENA, Joseph L. « Nationalism and Sport in Latin America, 1850–1990: The Paradox of Promoting and Performing 'European' Sports ». *The International Journal of the History of Sport* 12, n° 2 (août 1995) : 220-38.
- CUBURU-ITHOROTZ, Beñat. « Sport et société dans la Cuba révolutionnaire ». *Caravelle* 89, n° 1 (2007) : 47-67.
- DRAKOPOULOU, Georgia. *Sport and physical education in pre-revolutionary and post-revolutionary Cuba*. M.A Thesis, California State University, Long beach, (1989) : 233p.
- ESCARPIT, Françoise. « Cuba : « Le sport, un droit pour tous » ». *Outre-Terre* 8, n° 3 (2004) : 47p.
- GOUNOT, André. « Les missions et relations du beau-frère de Batista. Un aperçu du "sultanisme" cubain (1952-1958) ». *SOURCE(S) Arts, Civilisation et Histoire de l'Europe* n°7 (2015). 211-76

- GOUNOT, André. « Les Xe Jeux de l'Amérique centrale et des Caraïbes en 1966 : Porto Rico comme autre lieu de la Guerre froide », in *STADION. Revue internationale d'Histoire du sport*, vol. 39/40, (2012/13) : 207-226.
- GOUNOT, André. « Les transformations socialistes du système sportif à Cuba au début des années 1960 – une reproduction du modèle est-européen ? », *Le Sport dans les Sixties : pratiques, valeurs, acteurs*, vol 6, dir. Philippe Liotard, (2016) : 378p
- HUISH, Robert. « Punching above Its Weight: Cuba's Use of Sport for South-South Co-Operation ». *Third World Quarterly* 32, n° 3 (avril 2011) : 417-33.
- HUISH, Robert, et Simon C. DARNELL. « Solidarity, Counter-Hegemony, and Development: Exploring New Dimensions of Cuba's Sport-Based Internationalism ». *Canadian Journal of Latin American and Caribbean Studies* 36, n° 71 (janvier 2011) : 139-64.
- HUISH Robert, Thomas F. CARTE, et Simon C. DARNELL. « The (Soft) Power of Sport: The Comprehensive and Contradictory Strategies of Cuba's Sport-Based Internationalism ». *International Journal of Cuban Studies* 5, n° 1 (2013) : 26p.
- PEREZ, Louis A. « Between Baseball and Bullfighting: The Quest for Nationality in Cuba, 1868-1898 ». *The Journal of American History* 81, n° 2 (septembre 1994) : 493p.
- PETTAVINO, Paula. « Cuban Sports Saved By Capitalism? » *NACLA Report on the Americas* 37, n° 5 (janvier 2004) : 27-32.
- POINTU, Raymond, Roger FIDANI *Cuba : sport en révolution*. Les Ed. Français réunis. Paris (1975) : 217p.
- PRICE, Scott L., et Victor BALDIZON. *Pitching around Fidel: a journey into the heart of Cuban sports*. Harpers Collins. New York (2002) : 279p.
- PYE, Geralyn. « The Ideology of Cuban Sport », *Journal of Sport History*, Vol 13, n°2 (1986) : 119-127.
- PYE, Geralyn, Paula J. PETTAVINO. *Sport in Cuba: the diamond in the rough*. Pitt Latin American series. University of Pittsburgh Press (1994) : 301p.
- SLACK, Trevor. « Cuba's Political Involvement in Sport Since the Socialist Revolution ». *Journal of Sport and Social Issues* 6, n° 2 (Septembre 1982): 35-45.
- SLACK, Trevor, et David Whitson. « The Place of Sport in Cuba's Foreign Relations », *International Journal* (Automne 1998) : 596-617.

VESSELY, Pauline. « De la propagande révolutionnaire cubaine. Le Ballet National de Cuba au cœur des idéaux castristes ». *Sociologie de l'Art*, n° 1 (2008) : 243-280.

C – L'Olympisme

ARBOIT, Gérald. « Les Jeux Olympiques, enjeux des Relations internationales », *Annuaire Français des Relations internationales*, Vol X, (2009) : 16p.

BERNARDI, Kevin. *La gouvernance du CIO et l'organisation des Jeux Olympiques*. Mémoire de recherche à la faculté de Droit et des Sciences Economiques de l'Université de Perpignan. (2012) : 144p.

BERNASCONI, Gabriel. « De l'universalisme au transnational : le Comité international olympique, acteur atypique des relations internationales ». *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* 31, n° 1 (2010) : 151-159.

BROHM, Jean-Marie. « L'olympisme ou la continuité d'une idéologie totalitaire ». *Outre-Terre* 21, n° 1 (2009) : 75-87.

CARPENTIER, Florence. *Le Comité international olympique en crises : la présidence de Henri de Baillet-Latour, 1925-1940*. Espaces et temps du sport. L'Harmattan. Paris, (2004) : 441p.

CARPENTIER, Florence. « Henri de Baillet-Latour : Globalising the Olympic Movement », *Global sport leaders : a biographical analysis of international sport management*, édité par E, Bayle et P. Clastres, (2018) : 107-123.

CHARITAS, Pascal. « La naissance d'une solidarité : Les conditions d'émergence de l'aide au développement sportif olympique (la commission d'aide internationale olympique, 1952-1964) ». *Staps* 80, n° 2 (2008)

CLASTRES, Patrick. « La renaissance des Jeux Olympiques, une invention diplomatique ». *Outre-Terre* 8, n° 3 (2004) : 281-291.

CLASTRES, Patrick. « Le Comité international olympique : allié ou rival de l'ONU ? » *Outre-Terre* 8, n° 3 (2004) : 27-37.

CLASTRES, Patrick. « Les cultures politiques au défi des cultures sportives ». *Histoire@Politique* 23, n° 2 (2014) : 1-9.

COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE. *La Charte olympique*. Etat en vigueur du 15 septembre 2017. 50p.

COMITE INTERNATIONAL OLYMPIQUE. *Le Mouvement olympique*. (2016)

GILLON, Pascal. « Une lecture géopolitique du système olympique ». *Annales de géographie* 680, n° 4 (2011) : 425-448.

RIDER, Toby C. « From Resistance to Revolution: The Struggle for Control of the Cuban Olympic Committee, 1953-1964 ». *Olympika* (2009) : 57-98.

TORRES, César. « «Spreading the Olympic Idea » to Latin America: The IOC-YMCA partnership and the 1922 Latin American Games ». *Journal of Olympic History*, n°1 (2008) : 16-24.

TORRES, Cesar R. « The Latin American ‘Olympic explosion’ of the 1920s: Causes and consequences ». *The International Journal of the History of Sport* 23, n° 7 (2006): 1088-1111.

D – Relations Internationales

ABBASSI, Driss. « Sport et usages politiques du passé dans la Tunisie des débuts du XXI siècle ». *Politique et Sociétés*: 26, n° 2-3 (2007): 125p.

BRASS Paul R. « Elite Competition and Nation Formation », extrait de : *Ethnicity and Nationalism*, New Dehli: Sage (1991). 69-108.

BREUILLY, John. « The functions of nationalism ideology », *Nationalism and the State*, Manchester University Press, (1993) : 474p.

DEFRANCE, Jacques. « La politique de l’apolitisme. Sur l’autonomisation du champ sportif ». *Politix* 13, n° 50 (2000) : 13-27.

DUFRAISSE Sylvain. « Les “héros du Sport”. La fabrique de l’élite sportive soviétique (1934-1980) ». *Bulletin de l’institut Pierre Renouvin*, n°44, (2016) : 143-151.

GYGAX, Jérôme. « Diplomatie culturelle et sportive américaine : persuasion et propagande durant la Guerre froide ». *Relations internationales* 123, n° 3 (2005) : 87p

HOBBSAWM Eric, Terence RANGER. *The invention of tradition*, Cambridge University Press (1992) : 322p.

NAIRN Tom. “The Maladies of Development” extrait de: *The Break-up of Britain: Crisis and Neo-Nationalism*, 2e éd., London, New Left Books (1977) : 332-341.

VERLET, Martin. « Le mouvement des non-alignés après la Havane, contradictions et dynamique ». *Tiers Monde*, tome 21, n°81. *L’économie mondiale en 1980 : vers l’éclatement du système centre-périphérie*. (1980) : 185-194.

SITOGRAPHIE

CARMARANS, Christophe. « Cuba : le sport, l'un des piliers de la "Revolución" ». RFI en ligne, 26 novembre 2016. URL: <http://www.rfi.fr/ameriques/20161126-cuba-le-sport-piliers-revolucion>.

FRANCE CULTURE. « Histoire du sport 4/4 », émission en ligne avec P.Clastres. Consulté le 9 octobre 2018. URL : <https://www.franceculture.fr/emissions/la-fabrique-de-lhistoire/histoire-du-sport-44>.

GRANMA. « Fidel, Toujours Fidel ». *Granma.cu* (2016). Consulté le 9 octobre 2018. URL : <http://fr.granma.cu/cuba/2016-06-16/fidel-toujours-fidel>.

GRANMA. « Le Navire de La Dignité ». *Granma.cu* (2018). Consulté le 9 octobre 2018. URL: <http://fr.granma.cu/deportes/2018-02-01/le-navire-de-la-dignite>.

SAMAMA, Laurent-David. « À Cuba, la révolution par le football », *Le Temps* en ligne, 31 janvier 2018. URL : <https://www.letemps.ch/sport/cuba-revolution-football>.